

ne peut se résoudre à vivre en lui-même; il est toujours trop préoccupé de son milieu, auquel le rattache sans cesse sa nature expansive, communicative et sympathique. Il a les qualités et les défauts inhérents à un développement trop faible de la vie intérieure, au profit de la vie sociale.

Cette tendance à ne considérer la liberté que sous une forme de sociabilité a été implantée peu à peu, dans l'âme française, par les longs siècles d'une civilisation romaine et d'une monarchie très centralisée, qui avait fini par être absolue et, en conséquence, ne permettait pas à l'individu de se considérer isolément. Elle a été de même favorisée par la longue influence catholique, qui, elle aussi, ne conçoit la liberté que sous forme de solidarité, d'attachement de l'individu à l'Église, comme membre d'une société spirituelle. Le catholicisme a même beaucoup insisté sur la réversibilité des mérites et des fautes, qui est évidemment un point de vue solidariste plutôt qu'individualiste.

Le sentiment de la liberté, tel qu'il s'est développé en France, explique les alternatives de soumission à l'autorité et de soulèvement révolutionnaire qui remplissent notre histoire. La subordination du point de vue personnel au point de vue social a produit également en France et l'autoritarisme et l'anarchie, qui a été trop souvent la forme prise par la liberté individuelle. Ce n'est pas un paradoxe de dire que l'anarchie même, chez les peuples néo-latins et français, n'est nullement l'individualisme anglo-saxon ou germanique, qu'elle aussi est une sorte de pose sociale, — geste de révolté, sans doute, mais geste qui a encore pour objet la société et qui n'exprime nullement une vie intense, concentrée en soi, se suffisant à elle-même. L'individualiste anglo-saxon ou germanique n'est pas vraiment anarchiste, et l'anarchiste français est, au fond, socialiste.

Une des tendances les plus manifestes et les moins contestées de l'esprit français, c'est l'amour de l'égalité. Nos idées égalitaires ont une double origine, l'une morale, l'autre sociologique, et ces deux origines, s'étant trouvées réunies en France, devaient y imprimer un essor considérable à l'égalitarisme.

Dans son excellente étude de sociologie sur les idées

égalitaires, M. Bouglé a parfaitement reconnu qu'elles constituent des idées pratiques, postulant la valeur de l'*humanité* et celle de l'*homme* comme tel, tenant compte des *différences* des hommes en même temps que de leurs *ressemblances*, — leur reconnaissant, par suite, non les mêmes facultés réelles, mais les mêmes *droits* idéaux, — et réclamant enfin « qu'à leurs actions diverses des sanctions soient distribuées, non *uniformes*, mais *proportionnelles* ». Une telle définition implique évidemment des idées morales, philosophiques et même religieuses ; aussi est-il étonnant que l'auteur du livre, éliminant ces idées, oubliant l'action des doctrines platoniciennes et stoïciennes, puis des doctrines chrétiennes, enfin des systèmes philosophiques du xviii^e siècle, prétende expliquer l'expansion des idées égalitaires par de simples considérations sociologiques sur les « formes sociales », par la quantité et la densité des unités sociales, par leur complexité et par leur unification dans les sociétés modernes, particulièrement en France. Nous serons moins exclusif. Nous reconnaitrons avant tout que ce qui s'est développé en France, depuis deux siècles, c'est la notion de l'humanité et de la valeur qui appartient à l'homme par cela seul qu'il est homme, c'est-à-dire être doué de raison, de sympathie et de sociabilité. Cette notion est venue d'abord de la philosophie antique et du droit romain, qui a traité les hommes en égaux par l'application à tous des mêmes lois et de la même commune mesure¹. Le droit romain a exercé et exerce encore en France une influence profonde : par son caractère d'universalité, il était excellemment adapté à l'esprit universaliste des Français ; par sa symétrie et sa logique, il convenait également aux instincts logiques et même géométriques du peuple français. D'autre part, le christianisme avait mis en lumière la valeur infinie des hommes comme fils d'un même père céleste, portant tous en eux l'image de la divinité ; et la France embrassa le christianisme avec ardeur. Mais l'idée qui devait se développer principalement en France n'était pas seulement celle d'une égalité mystique des hommes en Dieu et pour Dieu ; c'était celle d'une égalité de droits sur la terre même

¹ Voir, plus haut, notre étude sur le caractère romain.

et dans la société humaine, au nom de la justice humaine. Cette idée remplit la philosophie du dix-huitième siècle, qui est essentiellement humanitaire. Elle devait aboutir aux théories de la Révolution française, qui s'inspirèrent en même temps des idées anglaises de liberté, des idées américaines d'égalité, en les adaptant au génie social de la France.

D'autre part, nous accordons que l'expansion des idées égalitaires, une fois conçues, est explicable en grande partie par des raisons sociologiques, qui ne sont pas d'ordre économique : « quantité et qualité des unités sociales, complication et unification des sociétés. » Après s'être demandé pourquoi la France fut le porte-parole de l'égalitarisme, Tocqueville répond, entre autres raisons, que, de tous les pays d'Europe, la France était le plus unifié : « Un corps unique et placé au centre du royaume, qui réglementait l'administration pratique dans tout le pays : le même ministre dirigeant presque toutes les affaires intérieures. » Cette centralisation, à elle seule, n'eût pas suffi pour rendre la France égalitaire, mais elle y a certainement contribué. Ajoutons que, malgré tous les privilèges qu'entretenait la monarchie, les mœurs éminemment *sociales* des Français avaient rapproché les hommes des diverses conditions, anobli le mérite et l'intelligence, accordé au talent le prestige et la prédominance finale. L'accès de toutes les fonctions et de tous les avantages, ouvert à toutes les capacités « sans autre distinction que celle des talents et des vertus », comme dit la *Déclaration des droits*, voilà, depuis 1789, l'idéal social de la France. Le culte de l'intelligence et du talent est dans les mœurs et dans la tradition du peuple français ; ce peuple est trop intellectualiste pour ne pas avoir, à l'égard de l'intelligence, le même amour et la même foi qu'avaient eus déjà les Grecs. Quant aux conditions de fortune, aux conditions d'hérédité et de hiérarchie traditionnelle, tout cela ne touche pas le peuple français, tout cela lui semble une sujétion, étrangère à l'homme même et à l'humanité. La seule valeur qu'il considère, c'est la valeur sociale de l'individu, c'est, pour ainsi dire, la valeur humaine de l'homme. Etes-vous, par votre intelligence et par votre dévouement, un être en qui la société vit, dont elle reçoit des avantages

destinés au profit de tous, vous avez alors droit, de votre côté, aux avantages sociaux, quelles que soient votre naissance, votre fortune, votre position. Telle est l'idée d'équivalence rationnelle qu'on trouve au fond de tout esprit français.

Les sociologues constatent, chez tous les peuples, des rapports de domination et de subordination qui s'expriment dans la *hiérarchie* sociale. De tous les peuples européens, c'est le Français qui fait le moins de cas de cette hiérarchie, du moins en tant qu'elle est fondée sur la naissance, le privilège, la fortune, la tradition même et l'histoire. Ce peuple n'admet guère que la hiérarchie naturelle des talents et la hiérarchie acquise des mérites ou services. Tout ce qui ressemble à une caste fermée, à une classe plus ou moins jalouse, lui est devenu odieux. La « noblesse » n'a plus aucun prestige, la « bourgeoisie » n'a guère que celui qu'elle peut devoir à la fortune ; et ce prestige est de moins en moins « populaire » depuis que le peuple s'oppose lui-même à la « classe bourgeoise ». Il y a là une tendance à l'aplanissement social, qui n'a pas pour but de créer le nivellement intellectuel et moral, mais, au contraire, de supprimer les échelons artificiels pour les remplacer par une échelle naturelle.

Selon l'individualisme si cher à la patrie de Darwin, tout relâchement excessif apporté à la concurrence vitale, dans la société, aboutit à l'arrêt du progrès humain et au déclin même, parce qu'on égalise alors les chances de survie entre l'homme mal doué et l'homme « apte ». Il y a dans cette doctrine un élément de vérité, que la France même ne méconnaît pas, tout en ne lui accordant qu'une importance relative. Une égalisation artificielle de tous les hommes, travailleurs ou paresseux, intelligents ou inintelligents, doux ou brutaux, affectueux ou égoïstes, aboutirait certainement à suspendre le progrès social. Aussi n'est-ce pas là la vraie justice ; qui doit rendre à chacun ce qui lui est dû selon son mérite, mais ce n'est pas non plus, aux yeux des Français, la vraie égalité, puisque le traitement égal des inégaux revient au traitement inégal des égaux. Poser, dans une équation pratique, que $2 = 4$, ce n'est pas réaliser des égalités, mais bien des inégalités, et

c'est tout simplement être absurde. L'égalité n'est donc pas l'égalisation mécanique des inégaux ; c'est l'égale liberté de manifester les inégalités mêmes au sein de la société. Plus les hommes sont égaux, plus leurs inégalités peuvent se révéler et, en fait, se révèlent. Il faut égaliser les droits pour inégaliser les capacités et, réciproquement, il faut tenir compte des inégalités de capacité pour égaliser les droits. Telle est, depuis 1789, l'idée française de l'égalité ; elle est avant tout civile et pratique.

Pour distinguer l'égalité brute de la juste équivalence, on a fort bien rappelé l'exemple des vases communicants : versez-y un seul liquide, les niveaux seront les mêmes ; versez-y des liquides différents, les niveaux seront différents, mais les hauteurs soulevées ne s'en feront pas moins mutuellement équilibre ; dans le domaine de « l'hétérogène », la justice n'est donc pas l'égalité brute, c'est l'équivalence ou l'équilibre¹. Mais, quand on ajoute, avec l'école économiste et individualiste, que, si la concurrence est libre, cet équilibre des services échangés s'établit spontanément en vertu d'une loi naturelle², on oublie que les conditions de la liberté et de son exercice ne seront pas les mêmes, en dépit des vases communicants, s'il y a d'un côté des riches qui peuvent attendre, de l'autre, des pauvres qui mourront de faim à moins de travailler à vil prix. Rêver d'« abolir » toute concurrence vraiment libre et s'exerçant dans des conditions équitables, ce serait renoncer à l'idéal de *justice* pour poursuivre la chimère de l'*égalité* absolue ; mais il n'est pas chimérique, quoi qu'on en dise, de diminuer la concurrence, surtout de la rendre équitable, c'est-à-dire, en définitive, égale dans ses conditions extérieures, pour permettre aux inégalités intérieures de se manifester, et de se mesurer à leurs véritables effets, non à ceux du milieu et des circonstances étrangères. C'est pour cette raison que la France, après avoir poursuivi l'égalité juridique, puis l'égalité politique, poursuit aujourd'hui l'égalité sociale, non sous la forme d'un nivellement absolu, mais sous celle d'une égalisation des plus essentielles conditions de concurrence entre les hommes au sein de la

¹ M. Edmond Goblot, *Revue d'économie politique*, janvier 1899.

² *Ibid.*

société. L'esprit français est trop logique pour s'arrêter dans les conséquences ; ami de l'égalité purement civile et politique, nous le voyons passer de plus en plus à la conception d'une égalité plus profonde, qui serait économique.

Quand les adversaires de la démocratie française confondent l'esprit d'égalité avec l'esprit d'envie, ils prennent la déviation d'un principe (malheureusement trop fréquente chez nous) pour ce principe même. L'envie est précisément une révolte individualiste contre la valeur sociale d'un autre homme : la vraie égalité est l'exclusion même de l'envie par la reconnaissance d'un droit semblable chez tous à faire valoir les avantages naturels et surtout acquis.

Un autre sujet de discussion, c'est de savoir comment un peuple égalitaire comme le nôtre est précisément de ceux qui aiment le plus les distinctions personnelles, les décorations, les places et dignités. D'abord, les distinctions sociales accordées au talent et au mérite sont parfaitement compatibles avec le principe de l'égalité, puisqu'elles constituent, non plus des privilèges héréditaires ou des faveurs, mais le prix d'un service personnel rendu à tous. Les distinctions et décorations sont accessibles à chacun, pourvu qu'il s'en rende digne : c'est précisément ce caractère, vrai ou apparent, de *dignité* qui plaît au Français. D'autre part, les distinctions sociales constituent un *honneur* auprès de tous, une place éminente dans l'opinion d'autrui : un peuple très sensible à l'opinion et toujours tourné vers la vie de société ne peut manquer d'avoir un faible pour tout ce qui relève chacun aux yeux des autres. Nous avons en France la déviation trop fréquente et l'excès d'un principe en lui-même juste.

VI

L'ESPRIT DE FRATERNITÉ EN FRANCE.

L'IDÉE DE SOLIDARITÉ

Le mélange des races brise certains liens et en noue d'autres. Les liens qu'il brise sont ceux qui rattachent tels groupements sociaux à telles espèces biologiques et rendant ainsi ces groupements solidaires de la forme du crâne,

de la taille, de la figure et de l'aspect corporel, indices de la constitution générale. Les liens que le mélange des races noue sont ceux qui, entre des êtres biologiquement dissemblables, établissent une unité psychologique et sociale. Nous n'irons pas jusqu'à dire que l'idée générale d'humanité, avec le respect qu'elle inspire, naît du mélange des races; mais, si par ailleurs le mouvement intellectuel a fait naître cette idée, elle trouvera à coup sûr, dans une nation très mélangée, un milieu approprié pour son développement et pour son application¹.

Kant attribuait aux Français une « bienveillance secourable », une « philanthropie universelle »; il remarquait que le Français, « aime généralement les autres nations. » Selon Heine, « la générosité, une bonté non seulement générale, mais même puérile, dans le pardon des offenses, forme un trait fondamental du caractère français. » Gioberti nous reproche amèrement « l'amour des antipodes » et « l'adoration du genre humain². » Rappelons que la chevalerie s'est surtout développée en France et que les Français ont toujours eu la prétention à la générosité chevaleresque. La passion philanthropique fut la passion française au XVIII^e siècle. M^{me} Roland écrivait : « Je me sens l'âme un peu cosmopolite... Alexandre souhaitait d'autres mondes pour les conquérir; j'en souhaiterais d'autres pour les aimer ». Rappelons enfin que les Gaulois, selon Strabon, prenaient volontiers en main la cause de ceux qui leur paraissaient souffrir une injustice. La France était fidèle à ces traditions généreuses de son génie quand elle s'allia aux Etats-Unis combattant pour leur indépendance; la partie éclairée de la nation s'enflamma à l'idée de liberté, le gouvernement suivit l'élan universel. L'enthousiasme de La Fayette, de Rochambeau, l'énergique diversion de la flotte française sur toutes les mers ne nuisirent pas à la cause de l'indépendance américaine; et l'on vit le plus ancien roi de l'Europe « fidèle aux traditions de sa race et à la politique de son pays », devenir l'allié de la République naissante, « comme ses ancêtres avaient été les

¹ C'est seulement ce point qu'il faut concéder à M. Bouglé; voir les *Idées égalitaires*, p. 153.

² Voir de nombreux textes sur ce sujet dans notre *Psychologie du Peuple français*.

utiles alliés des républiques du vieux monde et avaient soutenu tour à tour les cantons suisses, les villes libres d'Italie, les Provinces-Unies de Hollande et les Etats confédérés de l'Allemagne. La France ne craignit pas de s'engager dans une longue guerre pour atteindre un grand but¹ ».

La préoccupation de l'humanité entière et des droits généraux de l'homme fut un des traits manifestes du mouvement révolutionnaire. Dupont disait à la Constituante : « On ne peut se dispenser de faire des déclarations (de droits), parce que la société change. Si elle n'était pas sujette à des révolutions, il suffirait de dire que l'on est soumis à des *lois* ; mais vous avez porté vos vues plus loin ; vous avez cherché à prévoir toutes vicissitudes ; vous avez voulu enfin une déclaration convenable à *tous les hommes, à toutes les nations*. Voilà l'engagement que vous avez pris à la face de l'Europe ; il ne faut pas craindre ici de dire des vérités de tous les temps et de tous les pays ». (Séance du 18 août 1789). Par ce caractère de large humanité et malgré de sanglantes inconséquences, la Révolution nous avait, en somme, conquis les sympathies intellectuelles de l'Europe, que le premier Empire devait changer en antipathies. On se souvient du mot de Kant : « Il fut un temps où je croyais que la science et la curiosité de savoir faisaient tout l'honneur de l'humanité et où je méprisais le peuple, qui ne sait rien ; c'est Rousseau qui m'a ramené à la vérité. Ma présomption aveugle s'évanouit alors ; j'appris à honorer les hommes ; et je me trouverais bien plus inutile que le dernier des artisans, si je ne croyais pas que travailler, comme je le fais, à restituer à l'humanité ses droits, puisse donner une valeur à nos travaux² ». Restituer à l'humanité ses droits, c'était le programme même de la Révolution française que Kant adoptait. Un peu plus tard, on sait comment, le plus grand poète d'Allemagne chantait la « radieuse espérance » introduite dans le monde par la France : « Qui peut nier que son cœur se soit épanoui, qu'il l'ait senti battre plus librement dans sa poitrine aux premiers rayons du nouveau soleil, lorsqu'on entendait parler d'un droit

¹ Mignet, *Vie de Franklin*.

² Kant, *Werke*, II, 240.

commun à tous les hommes, de la liberté qui exalte, de la précieuse égalité? Alors chacun espéra vivre de sa propre vie; alors sembla se briser la chaîne sous laquelle tant de nations gémissaient asservies, et que l'oisiveté et l'égoïsme tenaient entre leurs mains. Dans ces jours de tempête, tous les peuples n'avaient-ils pas les yeux fixés sur la capitale du monde, qui l'avait été si longtemps et qui, plus que jamais, méritait ce titre magnifique¹? » L'Empire devait détruire ce que la République avait fait. Le mouvement de l'Allemagne, naturel et légitime, vers l'unification intérieure et vers la liberté, nous avons montré plus haut comment Napoléon, par sa coupable politique de conquête, le précipita, en amassant contre nous toutes les haines; comment il prêta ainsi lui-même le point de résistance nécessaire au levier allemand dont la Prusse constituait la « puissance »; comment il prépara l'unité germanique *à nos dépens*. Au lieu de l'abandonner à sa propre spontanéité, qui eût été déjà plus que suffisante, cet utopiste la fit exister contre nous et par nous. C'est ce que nous devons de plus incontestable à ses visées de domination sans bornes.

Les illusions ingénues sur la fraternité des peuples fermèrent les yeux de tous les Français sur les farouches rivalités qui préparaient le choc des nations. « Si la démocratie française se fait cosmopolite, disait pourtant Quinet après Sadowa, comme elle sera la seule qui se détachera du sol natal, elle deviendra immanquablement dupe de toutes les autres ». C'est ce qui ne manqua pas d'arriver : nous avons été dupes de l'Italie, dupes de l'Allemagne, de toutes les nations qui ne demandaient qu'à nous laisser notre « humanitarisme » pour conserver, fonder ou étendre leur nationalisme plus ou moins jaloux. La politique de sentiment, qui a plusieurs fois compromis les destinées de la France, devait être vaincue dans la réalité par la politique d'intérêt nationaliste.

La France n'en a pas moins conservé obstinément,

¹ « Entre nous, écrivait encore Goethe, je ne haïssais pas les Français, quoique j'aie remercié Dieu de nous en avoir délivrés. Comment pouvais-je haïr une nation qui compte parmi les plus civilisées de la terre et qui a tant contribué à mon propre développement? »... « Comment aurais-je pu écrire des chants de haine, n'ayant pas de haine? » Par malheur la sérénité de Goethe contrastait avec l'âpre ressentiment de presque tous ses compatriotes, excité par nos folles entreprises *injustes*.

malgré tous ses revers, son esprit humanitaire, son sentiment de solidarité avec les autres nations. Il suffirait qu'elle rentrât en possession des membres enlevés à la patrie, par la conquête au mépris du nouveau droit des peuples, pour qu'elle oubliât immédiatement toutes ses idées de ressentiment à l'égard des nations voisines. Oublieuse par tempérament, elle le serait par volonté et raison : ne fut-elle pas toujours prête à « fraterniser » le lendemain avec ceux qu'elle combattait la veille ?

L'esprit français de solidarité ne s'étend pas seulement aux vivants, mais aussi aux morts. On sait que, chez les Gaulois, le souvenir des morts jouait déjà un rôle considérable : en Gaule, les deux mondes étaient considérés comme en continuelles relations. Nous avons montré ailleurs que, de nos jours, la dernière religion vraiment subsistante en France chez le peuple, surtout à Paris, est le culte des morts. Auguste Comte, fidèle aux traditions françaises, avait fondé son culte sur une base analogue : il disait avec raison que la société est faite de plus de morts que de vivants ; il voulait que, parmi les morts, les grands bienfaiteurs et héros vécussent toujours dans la pensée de tous. Guyau a exprimé des idées analogues dans son *Irréligion de l'avenir*. Le « jour des morts », à Paris, donne le spectacle d'une immense procession de toutes les parties de la ville à tous les cimetières.

L'idée de solidarité a pris en France un développement si considérable qu'elle est en train d'envahir non seulement la sociologie, mais l'éthique tout entière. C'est sur cette idée de solidarité que s'édifie peu à peu en France une morale purement laïque, sans dogmes religieux ni même métaphysiques. La justice, dont l'idée est si chère à la France moderne, apparaît comme une conséquence de la solidarité, puisqu'elle consiste, nous l'avons vu, dans l'égalité des libertés au sein d'une société dont tous les membres se considèrent comme frères.

La forme sociale de l'obligation, c'est l'honneur. Tandis que l'individualiste se suffit à lui-même et dit avec le Stoïcien : *mea mihi conscientia majus est quam omnium*

sermo, l'être préoccupé d'autrui dirait plutôt : *omnium mihi conscientia majus est quam mea*. Ce n'est pas sans raison qu'on parle de la *religion* de l'honneur, car l'honneur est un lien analogue à celui qui relie les hommes en une société spirituelle ; s'il n'est pas l'impératif catégorique, il est l'impératif social.

Renan parlait en véritable Français quand il disait : « Une justice obstinée, accordant avec une implacable opiniâtreté la liberté à tous, même à ceux qui, s'ils étaient les maîtres, ne l'accorderaient pas à leurs adversaires, telle est la seule issue que la raison entrevoie aux graves problèmes soulevés de nos jours ¹. » La justice obstinée est le but poursuivi par la France, à travers tant d'erreurs, de fautes et même d'injustices.

VII

L'ESPRIT SOCIAL ET LA LITTÉRATURE

La langue d'un peuple est le résultat d'une longue série d'actions et de réactions sociales ; elle a donc une valeur à la fois psychologique et sociologique de premier ordre, qui en fait le moule à la fois passif et actif de l'esprit national. Ce dernier s'y exprime et, en même temps qu'il y prend forme, y prend force pour imposer aux générations futures certains modes collectifs de penser et de sentir. La langue française a été maintes fois étudiée à ce point de vue. Nous l'avons nous-même examinée dans notre *Psychologie du peuple français*. Nous y avons reconnu, pour tout dire en deux mots, un instrument merveilleux de raison et de sociabilité, — de raison, parce qu'elle est le moyen de clarifier toutes les idées, de les rendre distinctes et d'exprimer leurs rapports logiques ; — de sociabilité, parce qu'elle est le moyen de rendre les pensées et sentiments communicables à tous, clairs et distincts pour tous, si bien que les mille nuances individuelles auxquelles se prête cette langue flexible, alerte et fine, n'empêchent jamais son caractère de généralité, accessible à tous les

¹ *Questions contemporaines*, p. 412.

esprits. Elle est, pourrait-on dire, une sorte de lumière pénétrant tout, qui rend tout pénétrable, par laquelle l'individualité de chacun devient transparente pour la collectivité entière. Non seulement « ce qui n'est pas clair », mais ce qui n'est pas communicable et sociable n'est pas français. Si original que soit un de nos écrivains, il ouvre toujours à autrui son âme par l'effet de cette langue vraiment commune à tous dont il est obligé de se servir : son moi, au lieu de demeurer isolé, est forcé de s'unir à autrui par une sorte d'épanchement que lui impose une langue expansive, fluide et éthérée. Grâce à elle, chacun reçoit toutes faites les formes d'expression rationnelle et sociale : chacun est invité, dès qu'il parle et pense, à penser selon la raison et selon la loi commune, à penser non seulement pour soi, mais pour tous. — Pense et parle de telle sorte, dit cette langue à ceux qui s'en servent, que tes pensées et tes paroles puissent être érigées en formules universelles pour tous les êtres raisonnables. — La profondeur germanique, si réelle qu'elle soit souvent, n'est souvent faite aussi que d'obscurité ; l'originalité germanique, parfois, n'est qu'une manière toute personnelle et extraordinaire d'exprimer des choses ordinaires, une sorte d'individualisme dans la méthode et le style. La clarté française peut sans doute engendrer, chez certains écrivains, une facilité trop superficielle, mais, chez les penseurs de race, elle provient de la profondeur même où pénètre le rayon venu des yeux : elle est une ouverture lumineuse sur le fond des choses.

Dans l'œuvre littéraire, la France accorde à coup sûr le premier rang à l'invention, mais, tandis que beaucoup d'autres peuples s'en tiennent presque à ce premier point, font bon marché de la composition proprement dite et parfois même du style, la caractéristique littéraire du peuple français est dans le souci constant de la composition et de l'élocution. L'ordre des idées, le lien et la proportion des diverses parties de l'œuvre ont une importance capitale pour un peuple rationaliste et logicien, qui, de plus, veut toujours rendre sa pensée accessible à la société entière. Le soin de la forme et du style vient des mêmes préoccupations, auxquelles il faut ajouter le sens artistique.

Parmi les manifestations de l'art, il en est deux qui devaient particulièrement convenir à un peuple de vie sociale

si développée : l'éloquence et ce qu'on nomme au sens étroit la littérature. L'éloquence est le vrai ou l'utile devenu non pas seulement beau, mais séduisant pour tous ; c'est comme la socialisation, dans une enceinte plus ou moins large, des pensées et sentiments d'un esprit qui agit sur les autres esprits. Cet art expansif, communicatif, ne pouvait manquer de plaire aux descendants des Gaulois, qui déjà aimaient trop les beaux discours et qui se représentaient un de leurs dieux comme enchaînant les hommes par des chaînes sorties de sa bouche. Faire partager aux autres ses opinions et entraîner les autres avec lui-même, c'est la joie suprême du Français.

Quant à « la littérature » française, elle est une sorte d'éloquence s'adressant, selon le mot profond de Malesherbes, non pas aux hommes rassemblés sur la place publique, mais aux hommes dispersés. Les gens de lettres comme les Pascal, les Montesquieu, les Voltaire, les Diderot, les Rousseau, les Chateaubriand, les Taine, les Renan, sont des orateurs qui parlent au monde entier et qui tâchent de faire triompher une idée. La propagande par les lettres est une de ces conquêtes pacifiques que la France a toujours cherchées et qu'elle cherche encore. Au siècle dernier et pendant tout le dix-neuvième siècle, elle fut écoutée du monde entier. C'est que le caractère ailé et léger de l'esprit français n'exclut nullement le sérieux. Le même Pascal qui faisait de hautes découvertes scientifiques, et qui jetait sur le papier ses plus profondes pensées, savait, comme nous l'avons rappelé plus haut, manier l'ironie et la fine plaisanterie pour attaquer la morale des Jésuites. Ce grand géomètre et polémiste qui a écrit à la fois les *Pensées* et les *Provinciales* est un des plus purs et des plus complets représentants de l'esprit français, ardent et logique, tour à tour plongeant au plus profond des choses ou se jouant autour avec aisance pour en apercevoir tous les aspects.

Le théâtre devait acquérir en France un développement tout particulier, parce qu'il est vraiment une institution sociale et une œuvre sociale. Si nos auteurs dramatiques étudient peu le *moi*, le développement de la personnalité, la façon dont un caractère surgit des profondeurs de l'inconscient et dont les passions les plus contradictoires sur-

gissent à leur tour du caractère même, c'est qu'ils ne sont pas individualistes dans leur théâtre. La tragédie française et même le drame français demeurent essentiellement sociaux : sous la peinture d'individus, ils nous présentent réellement une peinture de la société. Le tragique français est encore plus un moraliste qu'un psychologue.

D'où vient l'écrasante supériorité de la comédie française ? C'est que, dans le fond, la comédie est encore une œuvre essentiellement sociale. Un ridicule n'est, nous l'avons remarqué plus haut, qu'un écart de la règle sociale, châtié par l'opinion sociale. La comédie est la vindicte de tous à l'égard des débordements d'une personnalité qui ne voit plus qu'elle-même et sa passion propre ; l'arme de cette vindicte, c'est le rire, sentence sociale en acte, phénomène de sympathie sociale traduit par une commune antipathie à l'égard d'un individu trop singulier et trop perdu en soi. C'est une sentence d'excommunication qui n'a d'autre sanction que la critique même, avec une note non « d'infamie », mais de « ridicule ».

Dans le théâtre, l'élément personnel consiste dans la *passion* ou dans le *caractère* individuel. Ce dernier est même inconscient, parce qu'il est en grande partie physiologique et qu'il représente les profondeurs insondées de la nature au sein de l'humanité. Par cela même, c'est le côté non social de l'homme, ce par quoi il oppose son moi de nature à celui des autres, à la société tout entière. Est-ce ce côté que préférera peindre un peuple chez qui domine l'esprit de société ? Non. Au lieu d'ouvrir des perspectives sur les ombres du fond inconscient, il se plaira dans les régions lumineuses de la conscience, où, non seulement il voit clair lui-même, mais où les autres voient clair comme lui. C'est la partie du moi diaphane pour tous qui lui paraîtra la plus intéressante et la seule digne d'être représentée, soit dans la tragédie et la comédie, soit dans le roman, soit même, ce qui est plus fort, dans la poésie lyrique¹.

La France ignore longtemps le véritable lyrisme dans la poésie. Le caractère français n'était pas assez retiré en soi pour favoriser l'essor d'une poésie qui est surtout l'expres-

¹ Voir la *Psychologie du Peuple français*.

sion des sentiments intimes, de l'individualité réfléchie sur elle-même. Tandis que le lyrisme allemand, par exemple, est, comme nous l'a dit plus haut M. Meyer, de nature éminemment solitaire, le lyrisme français a conservé le caractère expansif et social. Même quand les Lamartine et les Hugo parlent d'eux, c'est pour exprimer des sentiments très généraux et communs à tous : malgré tant de nuances individuelles, leurs joies, leurs peines, leurs amours, leurs espoirs ou leurs désespérances conservent quelque chose d'impersonnel et d'humain. Cela est si vrai qu'on a pu les accuser de développer souvent des lieux communs, sans réfléchir que ce sont surtout des lieux *sociaux*, des histoires d'âme universelles. Victor Hugo, d'ailleurs, a développé des idées philosophiques et sociales, moins communes qu'on ne se l'imagine. Guyau, dans son *Art au point de vue sociologique*, M. Renouvier dans son *Victor Hugo philosophe*, ont fait voir combien ces prétendus lieux communs renferment d'idées profondes et surtout d'idées généreuses, sur le progrès humain, sur l'avenir des sociétés, sur le triomphe final de la démocratie et de la justice dans la démocratie. Selon Nietzsche, qui a beaucoup lu nos auteurs et qui a su transporter dans sa langue certaines qualités de la nôtre, « la noblesse européenne, celle du sentiment, du goût, des mœurs, la noblesse enfin dans l'acceptation la plus élevée du mot, est l'œuvre et l'invention de la France. » Maintenant encore, ajoute-t-il, la France est « le siège de la culture la plus intellectuelle et la plus raffinée de l'Europe et la haute école du goût. » Il y a, selon Nietzsche, trois choses que les Français peuvent présenter avec fierté comme leur héritage et leur possession, comme le signe indéfectible de leur ancienne suprématie civilisatrice sur l'Europe : en premier lieu, « la faculté de passions artistiques, d'abandon à la forme, qui créa, à côté de bien d'autres, l'expression *l'art pour l'art*. Tout cela n'a pas fait défaut en France depuis des siècles, et, grâce au respect pour le *petit nombre*, une sorte de musique de chambre de la littérature, qu'on ne saurait trouver dans le reste de l'Europe, n'a pas cessé d'être possible. En second lieu, « les Français peuvent fonder leur supériorité en Europe sur leur ancienne et multiple culture morale, qui fait que l'on trouve en moyenne, même chez les petits romanciers des journaux et les petits

boulevardiers de hasard, une susceptibilité et une curiosité psychologiques qu'on ne trouve pas en Allemagne, dont les Allemands n'ont même pas idée. » Il existe encore, selon Nietzsche, un troisième droit à la supériorité : « l'âme des Français présente une demi-synthèse du Nord et du Midi qui leur fait comprendre et faire bien des choses qu'un Anglais ne saisirait jamais ; leur tempérament, périodiquement attiré et repoussé par le Midi, et que le sang provençal et ligurique envahit de temps en temps, les préserve de l'épouvantable *gris sur gris* nordique, des fantômes d'idées pâles et anémiées, — *notre* maladie du goût, à nous autres Allemands, contre laquelle on se prescrit en ce moment, avec la plus grande énergie, *du fer et du sang*, je veux dire de la *grande politique*, conformément à une grande et dangereuse médication qui me fit jusqu'à présent attendre et attendre encore, mais sans m'apprendre à espérer¹. »

VII

L'ESPRIT SOCIAL ET LA SCIENCE

La nation française n'a pas seulement l'esprit littéraire ; elle a l'esprit scientifique, s'il est vrai que la science est la logique appliquée au réel et qu'elle est faite d'idées distinctes, non d'idées confuses. Pour citer de préférence le témoignage d'un Américain, M. Lester Ward a dit : « Il n'y a pas de plus grande erreur que de se représenter l'esprit français comme léger et banal. J'ai entendu des mathématiciens, des astronomes, des physiciens relever l'erreur en question pour les grands départements de leurs sciences respectives. Tout chimiste, anatomiste, physiologiste est obligé d'être familier avec la pensée française sur ces matières ». Ce fut Lamarck, comme M. Lester Ward le remarque fort bien, qui réellement ouvrit la voie à la nouvelle *biologie* et lui donna son nom. L'économie politique, avec tous ses mérites et ses défauts, débuta grâce aux physiocrates. « Dans le terme même d'*altruisme*, Auguste

¹ *Par delà le bien et le mal*, p. 206, 207 (trad. franç.).

Comte établit les fondements d'une éthique scientifique. » Il est à remarquer que les principales idées de Comte sont aujourd'hui répandues et tendent à dominer dans le monde entier. « L'esprit français, continue M. Ward, pénètre au cœur même de chaque problème social, l'attaque et ne se laisse point détourner par les obstacles pratiques. » Réflexion d'une grande justesse, qui peint excellemment la confiance du Français dans la raison, dans la science, dans la théorie bien déduite et bien justifiée. « L'esprit français, conclut M. Ward, a été le grand *organisateur* de la pensée humaine, laissant les détails et les embarras de frottement aux écoles allemandes et anglaises. La France a ourdi la *chaîne* de la science et de la philosophie, d'autres nations la trame¹. » M. Lester Ward aurait dû aussi mentionner l'immense révolution opérée dans la médecine et l'hygiène par les travaux de Pasteur ; la médecine microbienne est une des gloires de la France au XIX^e siècle, comme sa part dans la constitution de la chimie analytique avec Lavoisier au XVIII^e siècle, de la chimie synthétique avec Berthelot au XIX^e siècle. Enfin la lignée des géomètres français a toujours été ininterrompue depuis les Descartes, les Fermat, les Pascal, les Lagrange, les d'Alembert, les Monge, les Laplace, les Cauchy, jusqu'aux mathématiciens actuels de l'école française, qui n'est en rien au-dessous des écoles allemande et anglaise.

Entre les peuples, par l'extension du marché universel et par la croissance de la population ouvrière, la concurrence va sans cesse augmentant ; comment donc les industriels pourraient-ils compter d'une manière durable et sûre, comme ils le faisaient jadis, sur le haut prix des produits et sur l'abaissement des salaires ? Aujourd'hui, la vraie source de richesse qui « ne tarit pas », c'est la science ; la société future, en appuyant l'industrie sur le travail scientifique et sur la découverte scientifique, spéculera sur les secrets des choses au lieu de spéculer sur le travail des hommes. C'est ce que les Français et les Allemands ont eu le mérite de comprendre. Du même coup, ils se sont élevés au-dessus de l'empirisme. Les « faits » eux-mêmes ne sont-ils pas une rencontre de vérités scientifi-

¹ *Outlines of sociology*, London, 1898, p. 9.

ques, une application complexe de théories enchevêtrées, dont il faut préalablement débrouiller l'écheveau pour devenir maître à la fois du vrai et du réel ? Les procédés empiriques, les « tours de main », la technique sont réductibles à des lois et à des méthodes scientifiques ; découvrir la raison de ces procédés, rendre ainsi l'empirisme rationnel, c'est le souci constant de la science et de l'industrie en France et surtout en Allemagne. Si l'on peut faire scientifiquement la guerre aux hommes, comment ne ferait-on pas scientifiquement la guerre à la nature, en vue de la conquérir ? L'actuelle infériorité de la science française par rapport à la science allemande, c'est que la première est encore restée trop théorique et que les savants de France, par une sorte de point d'honneur mal placé, ne se sont pas assez appliqués à l'industrie et à la pratique commerciale. C'est un défaut dont nous devons nous corriger en France.

IX

L'ESPRIT SOCIAL ET LA RELIGION

Si, dans la religion, la Réforme ne pouvait manquer de convenir à l'individualisme germanique et anglo-saxon, elle convenait assurément moins à l'esprit français, plus défiant à l'égard de la personnalité individuelle, plus habitué à des règles de croyance universelle. Bien que le mysticisme même, presque inconnu à l'Italie, ait eu en France d'illustres représentants, surtout sous la forme de l'amour mystique chez les Gerson et les Saint-Victor, il est incontestable que l'esprit mystique était opposé tout ensemble au rationalisme français et à la sociabilité française : au rationalisme, parce que le mystique veut précisément s'élever au-dessus de la raison et de ses méthodes, pour entrer en communication avec Dieu par le sentiment ou par la foi personnelle ; à la sociabilité, parce que l'âme du mystique est toute tournée vers soi et, au plus profond de soi, vers un Dieu qui est *intimior intimo nostro*. La société humaine, pour le mystique, perd sa valeur essentielle : elle n'est plus une fin, elle est un simple moyen et même, souvent, une gêne : la seule fin est l'union du moi avec Dieu, non l'union

du moi avec la société universelle. Il y a dans la Réforme une inspiration mystique : le croyant rentre en lui-même, n'écoute plus la voix de l'Eglise commune, n'est attentif qu'à la voix même de l'Esprit divin qui va lui parler dans sa conscience sans autre intermédiaire que la Bible. Si sublime que soit cette attitude, elle a ses dangers : le croyant peut très bien prendre sa propre voix pour la voix divine et, nous l'avons vu, au bout du mysticisme, il y a le fanatisme¹. Toujours est-il que l'esprit de clarté, d'ordre, de règle sociale, de loi rationnelle communément acceptée, de législation impersonnelle et universelle, qui caractérise les Français romanisés comme il caractérisa jadis les Romains eux-mêmes, offrait de grands obstacles à la victoire de la Réforme en France.

Notre pays devait pourtant, lui aussi, avoir sa Réforme à sa manière, mais une Réforme toute philosophique, toute constituée par des règles de raison universelle et par des maximes de philosophie universelle : c'était une Réforme humanitaire laïque, où ce n'est plus la conscience individuelle qui s'enferme en soi, mais la raison de chaque homme qui s'identifie avec la raison de l'humanité. Au catholicisme religieux devait succéder en France une sorte de catholicisme philosophique de la libre pensée, toujours sans mysticisme, toujours sans individualisme, avec la sociabilité pour fond, les droits de l'homme pour dogme, la justice pour seule règle. On sait que Descartes avait posé le principe du libre examen sous la forme la plus absolue et la plus philosophique en conseillant le doute méthodique universel et la soumission à la seule raison, maîtresse de clarté et de distinction dans les idées, organe de lumière et de vérité. Il n'avait fait qu'une seule restriction, d'ordre tout pratique, en faveur de deux choses mises en réserve : législation et religion. Il n'avait point voulu étendre son examen aux *lois* et aux *croyances* de « son pays ». Une telle restriction ne pouvait être que provisoire. Le rationalisme français ne tarda pas à s'attaquer, avec toutes les ressources de la critique philosophique, aux deux objets mis à part : lois et croyances, tous les deux d'ordre éminemment *social*. En un mot, ce furent les fondements mêmes

¹ Voir plus haut la *Religion en Allemagne*.

de l'organisation sociale et des croyances sociales qui furent examinés, critiqués, sapés par le xviii^e siècle, non avec un but aussi négatif qu'il le semble, mais avec le but positif de préparer une humanité nouvelle, une société conforme tout ensemble à la « nature » et à la « raison ». A la notion générale de l'humanité se rattachèrent alors les deux idées qui en étaient le développement : 1^o celle de la justice et des « droits de l'homme », de l'homme en général, pas plus français qu'anglais ou allemand; 2^o celle du « bonheur » du genre humain. Ces deux formules sont sans cesse à la bouche des écrivains français, depuis le xviii^e siècle. Elles constituent comme un cartésianisme élargi, sans restriction ni réserve, où la recherche de l'évidence rationnelle vient se confondre avec celle de la *justice* et du *bonheur* universels.

De là découlent toutes les formules particulières où s'est complu l'esprit français : « haine du fanatisme », haine des « persécutions religieuses ou politiques », tolérance et liberté de penser, « émancipation du genre humain ». De là aussi l'horreur croissante des institutions féodales et monarchiques, des privilèges de toutes sortes, que les privilégiés mêmes devaient abandonner dans la nuit du quatre août. De là la haine des inégalités, celle de l'esclavage, attentat à la liberté naturelle, l'horreur de la guerre, les rêves naïfs de paix perpétuelle, la foi finale dans la perfectibilité humaine et, plus particulièrement, dans la perfectibilité des institutions politiques ou sociales, que la science doit rendre conformes à la raison. Ainsi se fondait cette sorte de république intellectuelle qui débordait nos frontières, où venaient s'unir les esprits les plus libres et les plus élevés de la terre entière; le Français éclairé, comme le stoïcien, se considérait alors comme citoyen du monde. Le caractère de cette époque est que la France, dont le gouvernement n'était plus à la tête de l'Europe, exerçait cependant l'hégémonie intellectuelle par sa société, par sa philosophie, par sa littérature. Elle devait cette hégémonie non seulement à « l'universalité de la langue française », mais à l'universalité de l'esprit français et, si l'on peut dire, de la sensibilité française.

La foi à la perfectibilité humaine s'est surtout développée en France depuis Pascal jusqu'à Fontenelle, Condor-

cet, Turgot, Saint-Simon et Auguste Comte : elle constituait une sorte de religion intellectuelle et rationnelle qui convenait à un peuple pour qui la raison est la force suprême. La foi à la science, — y compris les sciences morales, sociales et philosophiques, — est restée absolument indestructible en France : nul retour offensif du « fidéisme » catholique ne saurait la détruire. S'imaginer que notre pays de libre pensée et de libre examen va revenir en arrière, cesser de raisonner et de discuter pour croire aveuglément, c'est nourrir une illusion à la fois psychologique et sociologique. On aura beau proclamer la faillite de la science, c'est en réalité la faillite de la foi ignorante dont nous sommes partout témoins, alors même que cette ignorance se pare du nom de science. La réaction en faveur des dogmes demeure en France toute superficielle, d'autant plus qu'elle est menée par un certain nombre de littérateurs qui, eux-mêmes, ne semblent pas toujours avoir la foi. Il est sans exemple qu'on ait entraîné les peuples en leur conseillant de croire, pour leur intérêt, ce qu'on paraissait ne pas croire soi-même. Il faut donc en prendre son parti : la foi catholique va diminuant en France et ne peut être remplacée que par une foi philosophique et sociale. D'autre part, l'esprit français a l'horreur des demi-mesures, des compromis plus ou moins illogiques : on ne peut donc espérer (avec M. Renouvier) que le Français, en cessant de croire au catholicisme, éprouvera le besoin de croire au protestantisme, parce que la dose de mystère ou de miracle y est moindre, la dose de raison plus grande ; la foi aux mystères ne lui paraît pas une question de dose : un des traits de l'esprit français est le radicalisme logique : tout ou rien. S'il peut admettre une incarnation ou une transubstantiation, que lui importera le degré ou la forme du dogme théologique ? Son besoin de clarté ou abdiquera tout entier ou voudra une satisfaction entière : il sera complètement croyant ou complètement incrédule. Aussi le Français n'a-t-il aucun goût pour le *symbolisme* cher à l'âme germanique : il ne donne pas un sens nouveau et poétique aux dogmes anciens ; il ne les transforme pas en métaphores, allégories et mythes philosophiques ; fidèle à l'esprit de Descartes, ou il les met tout à fait à part avec respect, ou il les rejette tout à fait au nom de la

raison. Aucune considération politique tirée de l'intérêt des masses, de la « religion nécessaire au peuple », ne lui fera admettre une altération quelconque de ce qu'il croit être la vérité. Pour lui, pas de symbole qui tienne : ou cela est ou cela n'est pas, ou il adore ou il brûle, mais il n'adore pas tout en brûlant. Les inconvénients pratiques de cette intran-sigeance rationnelle peuvent être grands (et nous sommes loin de les nier), mais le Français a précisément pour conviction que la pratique finit toujours par être conforme à la théorie, comme la théorie *vraie* finit toujours par devenir pratique. Personne ne lui persuadera que deux et deux font toujours quatre pour la science, mais pas toujours pour la réalité. Pas plus que Pascal, il ne sépare l'esprit de finesse de l'esprit de géométrie, et il croit que la finesse à saisir les moindres nuances n'est elle-même qu'une plus subtile géométrie, ou plutôt une plus subtile logique¹.

¹ La France a beau ainsi devenir de plus en plus incroyante, les évêques français n'en ont pas moins le droit de soutenir que la France est encore, de toutes les nations européennes, celle dont la conduite à l'égard des autres est la plus conforme à l'esprit évangélique de justice et de charité, comme à l'esprit chevaleresque et humain de l'honneur. N'a-t-on pas entendu récemment l'évêque d'Orléans s'écrier, du haut de la chaire de Notre-Dame

« Une fois les fumées de la bataille dissipées, nous ne fûmes jamais vindicatifs vis-à-vis de l'ennemi. Ni Behanzin, ni Samory ne reçurent de nous cruautés pour cruautés. Abd-el-Kader mourut libre et notre ami. Nous n'avons pas d'île de Sainte-Hélène pour les vaincus.

« Quant aux nations européennes, laquelle, battue par nous, ne put ensuite signer une paix sans aigreur ? De laquelle avons-nous retenu le bien ? Contre laquelle avons-nous péché par félonie ?

« Si l'escadrille turque fut brûlée un jour, dans le port de Sinope, ce n'est pas de notre fait, sans doute.

« Si le Danemark fut dépouillé du Holstein, du Slesvig, du Lauenbourg, ce ne fut point à notre profit.

« Si quelqu'un s'est agrandi par la politique des soulèvements, des émeutes, des révolutions fomentées chez le voisin, ce n'est pas nous.

« Si quelque Alsace-Lorraine s'agite encore douloureusement, nous souffrons avec elle.

« Nous n'avons pris ni la Savoie, ni Nice. Leur souverain ne nous les a même pas transférées. Elles se sont données à nous.

« Si la guerre a sévi autour de quelque île de l'Atlantique où s'étendent des plaines fécondes en canne à sucre ; si, aujourd'hui encore, le fléau tueur d'hommes fait rage en un lieu où se rencontre plus d'un gisement aurifère, le monde sait à qui s'en prendre. Il ne s'en prend pas à nous.

« Depuis Bonaparte, depuis que la nation, échappée au pouvoir absolu, a la responsabilité de ses destinées, nous sommes restés fidèles à notre idéal de justice et d'honneur. »

Il n'est pas sans intérêt de relever, dans la bouche d'un représentant de l'autorité catholique, cette éloquente revendication de la générosité humaine telle que la comprend la France démocratique.

X

L'ESPRIT SOCIAL DANS LA PHILOSOPHIE ET LA SOCIOLOGIE

La philosophie française a produit à la fois le rationalisme de Descartes et le positivisme sociologique de Comte. Les Allemands reprochent généralement à la France, à ses philosophes, à ses écrivains, à ses hommes d'Etat, d'en être restés à une conception purement *mécanique* du monde et de la société, tandis que l'Allemagne se serait élevée à une conception *organique*. Pour les Français, le monde serait demeuré analogue à la machine artificielle dont les rouages inertes subissent et transmettent une impulsion venue du dehors; au contraire, la philosophie allemande aurait pris pour type universel la notion de la *vie*, avec sa spontanéité interne et son développement du dedans au dehors. S'inspirant de ces idées, un historien français est allé jusqu'à dire que le soulèvement de 1813 contre la tyrannie napoléonienne est un simple épisode du duel entre la conception mécanique et la conception organique du monde, entre l'Encyclopédie et le kantisme, entre Voltaire et Herder. C'est ce que nous ne saurions admettre. Sans les agressions du premier empire, ces deux conceptions du monde se seraient pacifiquement développées l'une en face de l'autre. Montesquieu, Diderot, Rousseau, Buffon avaient préparé les doctrines de vie organique et d'évolution interne. Mais ils ne leur avaient pas donné la forme systématique : jusque dans leur naturalisme et dans leur panthéisme, ils avaient gardé quelque chose du rationalisme français. Nous ne saurions leur en faire un reproche. Certes, dans la conception de la nature, c'est un Allemand, c'est Leibnitz qui substitua le premier au mécanisme cartésien la « spontanéité », la vie se développant par sa propre force et par sa secrète loi. Le mécanisme n'est pourtant, dans la philosophie française, que le dehors des choses; c'est l'intelligence, ce sont les « idées » qui animent et meuvent le dedans. La philosophie française, depuis Descartes, est surtout *rationaliste* : elle poursuit la pleine satisfaction de l'intelligence par l'universelle intelligibilité; le mécanisme

même n'est donc valable à ses yeux, dans l'explication de la nature, que parce qu'il est la réduction des choses à l'intelligibilité par le moyen des idées d'espace, de nombre, de figure et d'ordre. Descartes, d'ailleurs, a vu lui-même au-dessus de la pensée une volonté supérieure à ses lois; Pascal a élevé au-dessus du domaine de l'intelligence le domaine de la « charité ».

Ce qui est vrai, c'est que la tendance proprement mystique est aussi rare chez les philosophes français qu'elle est fréquente chez les philosophes allemands. Par cela même, l'idée sociale a pris chez nous, surtout au XIX^e siècle, un développement extraordinaire. Si l'Allemagne est le pays où devait surtout réussir la philosophie de l'histoire — qui d'ailleurs avait eu en France pour représentants Bossuet, Montesquieu, Voltaire, Turgot, Condorcet — la France devait être plutôt le pays de la sociologie, science plus vraiment universelle et plus objective, qui s'efforce de dégager des rapports généraux et constants.

Le peuple français, à deux reprises, jeta les fondements d'une science de la société, la première fois sous la forme de l'économie politique, la seconde sous la forme plus large de la sociologie positive. Bois-Guillebert et Vauban fondèrent l'économie politique; Gournay, pour protester contre l'interdiction de l'exportation des grains et de leur circulation à l'intérieur, trouva le mot célèbre, si détourné depuis de son vrai sens : Laissez faire, laissez passer. Quesnay, médecin ordinaire du roi, reprit ces doctrines et les propagea dans sa *Physiocratie ou Constitution naturelle des gouvernements*, qui devint comme le manuel de l'école nouvelle des économistes. Tous ces travaux, austères pourtant et techniques, trouvèrent en France la plus grande faveur, parce qu'ils traitaient de questions sociales et avaient pour objet non seulement la production, mais aussi la juste distribution des richesses.

Quant à la sociologie proprement dite, c'est une science française d'origine, en harmonie avec le caractère du peuple français. Une nation qui a la conscience de sa propre existence sociale très développée, en même temps que l'idée la plus développée de la société universelle, devait être la première à se demander si la société même, comme telle, ne peut pas devenir objet de science. L'amour de la géné-

ralisation et de l'unité logique, si grand en France, avait inspiré au xviii^e siècle l'*Encyclopédie*, qui avait pour but de montrer l'unité de toutes les sciences. Condorcet et Turgot jetèrent les premières assises d'une discipline qui étudierait les sociétés humaines et leur développement par une méthode analogue à celle des sciences naturelles. Saint-Simon conçut formellement la physiologie sociale; Auguste Comte trouva le nom de sociologie, en même temps qu'il constituait les principes essentiels de la nouvelle science et distinguait la statique sociale de la dynamique sociale. Auguste Comte a vu que toute affirmation scientifique est l'affirmation d'un *rapport* entre deux faits, et que, tout rapport étant une découverte d'ordre intellectuel, la science est le triomphe constant de l'esprit sur la matière, « l'intellectualisation de la matière »; il affirme que la suprématie scientifique, la présidence philosophique, l'« universelle domination » appartient à la sociologie et à la morale. Il est de ceux qui ont admis implicitement que les idées sont des forces et mènent le monde. Il écrit : « La légitime suprématie sociale n'appartient ni à la force, ni à la raison, mais à la morale, dominant également les actions de l'une et les conseils de l'autre. » Et encore : « Le type de l'évolution humaine, individuelle et collective, consiste dans l'ascendant croissant de notre humanité sur notre animalité, d'après la double suprématie de l'intelligence sur les penchants et de l'instinct sympathique sur l'instinct personnel; ainsi ressort directement, de l'ensemble du développement spéculatif, l'universelle domination de la morale. »

La philosophie française du xx^e siècle devra recommencer, avec une méthode nouvelle, l'œuvre du xviii^e siècle.

Cette œuvre fut le culte de la raison et de la science, la recherche d'une morale sans dogmes, à la fois naturelle et sociale, d'une politique rationnelle fondée sur l'idée de justice, d'une religion purement humaine, ayant pour principal article de foi la perfectibilité de l'humanité et même de l'univers. Mais la tâche fut mal menée, par des littérateurs plutôt que par des philosophes, et l'œuvre échoua en partie.

La première moitié du xix^e siècle, fut, comme nous l'avons

montré ailleurs ¹, une vaste réaction du traditionalisme contre le rationalisme, du naturalisme contre l'idéalisme, du culte de la force contre le culte du droit, et, par conséquent, de tous les adversaires de la France contre l'esprit de France. Le vingtième siècle reprendra, nous l'espérons, en lui donnant une forme moins naïve, plus approfondie et plus scientifique, le rationalisme français : la raison doit finir par avoir raison.

En outre, il imprimera une direction franchement sociale à la morale et à la politique, il fera passer la question sociale au premier rang. Cette grande œuvre vraiment humanitaire sera notre revanche intellectuelle contre la philosophie allemande et anglaise, contre la glorification germanique du succès et de la conquête, contre le darwinisme anglo-saxon en morale, en politique et en économie politique.

Dès aujourd'hui, les philosophes, les moralistes et sociologues de la France doivent se consacrer à ce qu'on pourrait appeler la justification de l'idée de justice. Nous avons besoin pour cela de penseurs qui, au lieu d'être simplement, comme Voltaire ou Rousseau, hommes d'esprit ou d'éloquence, aient toute la profondeur philosophique des Descartes, des Pascal, et qui soient enfin des hommes de science et de cœur.

Lorsqu'il s'est agi, en 1870, de défendre la patrie, l'idée nationale nous a donné une ténacité dont on nous croyait incapables. Une nation à la fois accessible, comme la nôtre, aux idées universelles, aux passions et aux sentiments universels, possède deux ressorts d'importance majeure, pour peu qu'elle sache en faire un bon usage. C'est en se concevant que l'idéal se réalise :

Nous l'aurons, nous l'avons ! Car c'est déjà l'avoir,
C'est déjà le tenir presque que de le voir²!

Nous ne connaissons plus guère aujourd'hui, en France, que l'enthousiasme pour les idées humanitaires. Longtemps étrangers au vrai lyrisme dans la poésie, ennemis de tout ce qui n'est pas sobre, modéré, raisonnable en fait de litté-

¹ Voir *La France au point de vue moral*.

² Victor Hugo.

rature et d'art, il semble que nous ayons réservé le lyrisme, la « sainte ivresse », pour les questions relatives à l'organisation morale, politique et économique des sociétés. Sous ce rapport, il est vrai, nul peuple n'a déraisonné comme le plus « raisonnable » des peuples ; la foi sociale n'en est pas moins aujourd'hui notre plus précieux ressort, celui qui, par cela même, a besoin d'être dirigé dans le vrai sens. Elle est d'ailleurs devenue la seule foi sur laquelle l'État ait le devoir et le droit de prendre appui, parce que seule elle est restée commune à tous. Il faut que cette foi nous soutienne. Bien plus, elle doit se rendre à elle-même un compte de plus en plus précis des voies et moyens par lesquels elle peut atteindre son but.

XII

RÔLE ET AVENIR DE L'ESPRIT SOCIAL EN FRANCE

Deux éléments servent, chacun pour sa part, à manifester et à apprécier le caractère d'un peuple : l'étude des couches inférieures et celle des couches supérieures. Les premières sont comme l'infrastructure du caractère national ; elles en représentent la partie presque inconsciente, qui plonge par ses racines dans le sol national, qui y demeure attachée, qui est le produit direct des races et de leurs croisements, du climat, du milieu physique, de l'état économique et social, des mœurs antiques, des traditions religieuses et morales. Là existent, à l'état latent et parfois léthargique, les forces vives de la nation ; de là sortent, en général, les hommes d'énergie, qui condensent en une conscience plus vive et plus claire les aptitudes héréditaires ou les aspirations nouvelles de la masse. Les couches supérieures, plus intellectuelles, ont à la fois les qualités et les défauts de l'intelligence : elles prononcent le mot que la foule cherche en vain, elles donnent une détermination aux rêves et aux instincts du peuple entier. Mais elles perdent en largeur ce qu'elles gagnent en précision et en clarté ; elles représentent la suprastructure, domaine de la conscience réfléchie. Elles peuvent, par cela même, diriger l'ensemble, comme la conscience dirige la volonté par ses

motifs réfléchis : les forces vives, en devenant idées-forces, acquièrent ainsi une puissance nouvelle, tantôt bienfaisante, tantôt nuisible, suivant la direction qu'elles entraînent.

Il est impossible de mesurer l'élite d'un pays : on ne peut que s'en tenir à l'impression générale que produit la classe intellectuelle, littéraire, artistique, savante. Au XIX^e siècle, les grands hommes ont été extrêmement nombreux en France, dans tous les genres. Depuis un quart de siècle, les très grands noms font sans doute défaut, mais c'est là une situation qui n'est pas particulière à la France : ni l'Allemagne, ni l'Angleterre n'ont rien à citer qui dépasse ce qu'on trouve aujourd'hui chez nous ; au point de vue littéraire et artistique, le premier rang nous appartient toujours. La philosophie française et la science française ne sont pas non plus en infériorité par rapport aux autres pays.

Les qualités essentielles des couches populaires, pour une nation, sont le goût du travail, l'amour de la maison et l'amour de la patrie, joints à une intelligence assez vive naturellement et assez cultivée socialement pour permettre un emploi rationnel des forces de la nation. Ces diverses qualités sont manifestes dans les couches profondes et saines de notre peuple. Il est laborieux, il est prévoyant, il aime son pays.

La France dépense, par tête d'habitant pour le budget de la guerre, 20 fr. 80 ; pour celui de l'instruction publique, 3 fr. 05. Voici les chiffres dans les autres pays :

Angleterre.	19,25 et 2,75
Allemagne.	12,45 et 2,40
Russie	10,25 et 0,15
Italie	8 » et 1,85
Autriche-Hongrie	7,05 et 1,75

Ces chiffres montrent que, sous le rapport de l'instruction, la France n'est pas en retard par rapport aux autres grandes nations européennes et qu'elle peut lutter à peu près à armes égales.

Un des traits les plus intéressants pour la psychologie sociologique, c'est l'esprit d'épargne, si prodigieusement répandu en France. Cette épargne n'a pas le caractère d'in-

dividualisme qu'offre la dépense anglaise. Celle-ci compte sur l'énergie de l'individu pour continuer à gagner afin de continuer à dépenser. Le Français songe à l'avenir non pas seulement pour lui, mais pour les siens : il se croit obligé de « faire quelque chose pour eux », d'amasser pour sa famille. L'Anglais dira volontiers : que chacun fasse lui-même ses affaires et sa fortune. De là encore un esprit de personnalité plus développé en Angleterre, un esprit de solidarité plus développé en France.

La famille française est restée solide et profondément unie. Il ne faut pas juger les ménages de France sur les vaudevilles parisiens ni sur les romans de libertinage et d'adultère qui font le succès d'une certaine presse, aussi peu scrupuleuse en matière de vérité que de moralité. La vie domestique est très développée en France et elle y a pris le caractère d'une croissante égalité entre les époux. Souvent même la femme se montre supérieure à l'homme dans le gouvernement de la maison et des affaires ; en tout cas, elle est sans cesse mêlée à l'administration intérieure. La démocratie règne dans la famille française encore plus que dans le gouvernement. Les enfants mêmes sont élevés sur un pied d'égalité affectueuse avec les parents.

Cet esprit d'union et de coopération n'empêche pas la famille française de laisser une place importante, jusque dans sa constitution même, au souci des relations sociales. La famille française n'est pas conçue comme un égoïsme à deux ou à trois, mais comme une union raisonnable où la société extérieure a son mot à dire, ses conditions à imposer. L'idée de solidarité domine celle du mariage. De là la fréquence des unions dites de *convenance*, qui sont en effet de *convenance sociale*, et qui d'ailleurs, bien souvent, ne tournent pas plus mal que les mariages d'inclination. On se marie non seulement pour soi, mais pour les siens, pour les autres membres de la famille, pour la société dont on fait partie ⁽¹⁾. La femme française, si intelligente et si active, devient la vraie « compagne » de l'homme.

Les deux phénomènes fâcheux, en France, sont la stagnation de la population et le progrès de l'alcoolisme.

¹ Voir *La France au point de vue moral*.

Nous en avons déjà parlé longuement dans notre *Psychologie du peuple français*. Nous avons montré que la stagnation de la population n'est nullement due à des causes physiologiques, mais à des causes psychologiques et sociales, qui n'agissent pas seulement en France. L'esprit de prévoyance familiale est très développé dans notre pays, précisément parce que les individus ne sont pas, dès le jeune âge, habitués à compter uniquement sur soi. Ils comptent toujours plus ou moins, d'abord sur la société familiale, puis sur la société nationale. L'amour anticipé des enfants qui naîtront, le désir de ne pas les voir dans la misère sont les spécieux mobiles psychologiques qui arrêtent l'essor de la population. Quant au mobile social qui restreint le nombre des enfants, c'est le progrès même de la démocratie : chacun aspire à ne pas être l'inférieur des autres, à jouir non seulement des mêmes droits, mais des mêmes avantages. Ce besoin de monter au niveau des voisins entraîne ce que M. Dumont a appelé la *capillarité sociale*, qui elle-même aboutit à restreindre la population pour rendre aux enfants l'ascension plus facile, la lutte moins dure, la concurrence moins effrénée. Les pays démocratiques et très avancés en civilisation, comme la partie la plus éclairée des Etats-Unis, présentent les mêmes phénomènes relatifs à la natalité ; l'Angleterre elle-même restreint de plus en plus son taux. Nous sommes donc bien en présence, comme nous l'avons fait voir ailleurs, d'un phénomène surtout sociologique, qui n'indique ni la décadence vitale, ni la décadence sociale d'un peuple, quelque graves que soient les inconvénients d'une population stationnaire en face des pays prolifiques.

Il y a bien aussi quelques compensations, surtout du côté de la richesse publique. M. Tornielli disait un jour : — Vous, Français, vous avez une situation financière appropriée à une population qui serait le triple de la nôtre et à un territoire qui serait le double ; pour nous, Italiens, c'est tout le contraire, et nous en souffrons ; votre aisance, en outre, vous met beaucoup plus à l'abri des entreprises révolutionnaires et collectivistes.

Le goût naturel du Français pour la société est une des causes qui ont multiplié ces déplorables lieux de réunion, de causerie, de discussion politique ou sociale qu'on nomme

les cabarets. Par lui-même, le peuple français n'est pas plus enclin qu'un autre à l'abus des liqueurs fortes, pas même à celui du vin, quoique la France soit le pays du vin par excellence. Mais le Français est enjoué de sa nature et il aime ce qui ajoute à sa gaieté. Il aime surtout à offrir aux amis et camarades une distraction en commun : s'il s'attable, ce ne sera pas pour absorber isolément de l'eau-de-vie ou du gin, mais pour faire ou recevoir les honneurs d'une conversation assaisonnée d'offres mutuelles et de politesses réciproques, bref, « pour causer en trinquant ». Le cabaret est le salon du pauvre et, par malheur, le pauvre ne peut que s'y corrompre¹.

On voit heureusement se dessiner une considérable réaction de l'opinion publique contre les cabarets et contre les lois infâmes qui les protègent. On comprend de plus en

¹ Nos députés ont sacrifié la santé et la moralité du pays à leurs ambitions et à leur esprit de parti. Pour fonder la République, ils ont laissé pleine licence à l'alcoolisme et à la débauche. L'odieuse loi de 1880 a supprimé toutes conditions pour l'ouverture des débits de boissons, Il suffit que l'intéressé n'ait pas subi de condamnations « excédant un mois d'emprisonnement. » A ce prix, il peut se faire marchand de drogues alcooliques. Quant à la fermeture des débits, aucune disposition n'est édictée. Faut-il s'étonner qu'en deux ou trois ans la quantité de cabarets se soit accrue de 80 000, que le territoire tout entier ait fini par être infesté du fléau de l'alcoolisme? On ne peut plus faire nulle part cinquante pas sans rencontrer un débit de boissons.

— Le maire, dit-on, a droit de surveillance. — Le maire! Il est élu par les habitants, élu pour leur obéir, non pour leur commander. Ce prétendu représentant de l'autorité souveraine n'est trop souvent que l'humble serviteur de ceux qui l'ont nommé. Toucher à l'arche sainte des cabarets, il s'en garde bien! Ce serait toucher aux plus fermes soutiens de la République! Les cabaretiers reconnaissants sont devenus les parrains et apôtres du régime qui assure leur irresponsabilité et leur enrichissement.

En 1860, la France ne produisait que 873 000 hectolitres d'alcool; en 1870, le chiffre de la production monte à 1 237 000 hectolitres. A partir de 1871, la progression continue sans le moindre arrêt : en 1878, on relève le chiffre de 1 309 000 hectolitres; en 1887, la production n'est pas inférieure à 2 005 000 hectolitres; en 1895, elle est de 2 166 000; en 1898, comme nous venons de le voir, elle atteint le chiffre jusqu'alors inconnu de 2 412 000 hectolitres, soit 4 litres 72 par tête d'habitant. Par rapport à 1850, la production de l'alcool a presque quadruplé en France. La production indigène ne suffit même plus aux besoins des consommateurs : il faut s'approvisionner de plus en plus à l'étranger. En 1850, la France importait 5 555 hectolitres; en 1898, elle a demandé à l'étranger 133 980 hectolitres. Encore ces derniers chiffres ne s'appliquent-ils qu'à l'alcool pur; il faut y joindre l'importation de l'alcool sous forme de liqueurs, qui a passé de 99 hectolitres, en 1850, à 1 370 hectolitres en 1898. En Allemagne, la production de l'alcool, sans être restée stationnaire, n'a pas suivi la même progression que chez nous : de 3 058 025 hectolitres, — chiffre de 1887, elle a passé à 3 287 890 hectolitres

plus que le seul salut est de restreindre progressivement le nombre de ces cabarets, d'arriver à les supprimer, de frapper l'alcool buvable des droits les plus énormes, comme en Angleterre et dans d'autres pays, de renforcer et d'appuyer les lois contre l'ivresse, d'enlever les droits politiques aux ivrognes récalcitrants, dès la deuxième récidive, de débarrasser ainsi le terrain électoral d'une plèbe indigne et éhontée, enfin d'encourager officiellement et par tous les moyens les sociétés de tempérance, de répandre partout l'enseignement anti-alcoolique (ce qu'on fait déjà dans les écoles primaires et les lycées), d'extirper peu à peu l'absurde préjugé que « le vin donne de la force », enfin de faire venir d'en haut les leçons et exemples de tempérance. Si nos députés n'étaient pas sous la terreur des marchands de vin, on aurait déjà obtenu en France des lois sévères et efficaces.

A l'alcoolisme et à l'arrêt de la population on peut joindre le troisième mal dont souffre la France : la licence de la presse. Les députés républicains ont établi l'absolue liberté des journaux sans en organiser la responsabilité : il est étonnant qu'une presse absolument abandonnée à elle-même et sûre de l'impunité ne soit pas encore pire. Mais, répétons-le, rien n'est plus injuste que de juger la France sur ses journaux, sur ses romans, sur les pièces de théâtre qui ont pour but à Paris d'attirer la foule, souvent même la foule des étrangers de passage. Paris donne de la France une idée très fautive. Grâce au régime de liberté et d'irresponsabilité absolues, tout « scandale » prend à Paris et, par extension, en France, des proportions extraordinaires, devient un moyen de vivre pour la presse, une machine de guerre pour les partis politiques, une occasion de calomnie pour la presse étrangère. L'affaire Dreyfus, qui fut pour tant de journaux du *dehors* une occasion

en 1898. Quant à la consommation par tête d'habitant, elle a un peu diminué. En 1898, la proportion par tête d'habitant, en Allemagne, était de 4 litres 05 par tête, soit 67 centilitres de moins qu'en France. On voit le résultat du *laisser faire* inauguré sous la République. Toutes les digues ont été rompues sous prétexte de liberté : nous avons eu la liberté de l'empoisonnement et le règne des empoisonneurs publics. Est-il vrai qu'un candidat socialiste ait, dans Paris, fait distribuer à ses électeurs des *bons d'absinthe*? Celui-là a bien compris les rapports du petit verre et du bulletin de vote; c'est un député de progrès!

d'injurier la France et de miner son crédit international, a, en réalité, prouvé deux choses importantes : la première, c'est le profond et opiniâtre souci de la justice qui existe chez la nation française et qui lui a fait, pour une question de justice pure, oublier jusqu'à ses plus graves intérêts, suspendre presque sa vie nationale pour ne s'occuper que de savoir où étaient les innocents, où étaient les coupables. Dans telles et telles nations voisines qui ont accusé la France sur l'injonction de leurs gouvernements, une pareille affaire de justice *militaire* eût été immédiatement étouffée au nom de la discipline, de l'armée, de la raison d'État, etc. C'est déjà un honneur pour l'esprit français que cet indomptable besoin de vérité et d'égalité qui a rendu irrésistible le mouvement revisionniste. Mais ne croyez pas que, dans le camp opposé, on n'ait pas eu souci de la justice : de ce côté-là, on était persuadé que les juges militaires avaient eu raison, que « l'or juif » avait seul pu soulever une pareille affaire, que, pour complaire aux puissants de la finance, on allait compromettre injustement et l'honneur de l'armée nationale, et son organisation, et son prestige, et sa puissance en cas de danger commun. Bref, chacun se croyait dans la justice et, en définitive, combattait pour ce qu'il croyait le meilleur. Que des passions moins nobles aient fini par s'y mêler, quoi d'étonnant ? Que l'étranger ait, pour sa part, fomenté à prix d'argent nos discordes intérieures, quoi de plus conforme à la tradition ? Il n'en est pas moins vrai que, dans ce pays de Voltaire et de Calas, c'est encore une question d'humanité qui passionna la nation entière. Ceci nous amène au second point : c'est que, comme il est arrivé souvent dans notre histoire, notre prosélytisme contagieux a fini par intéresser le monde entier à une affaire de justice militaire française ! A cet élan en quelque sorte désintéressé sont venues, à coup sûr, se mêler des questions d'intérêt personnel, des animosités et des intrigues internationales ; mais, en définitive, la France et tout le monde civilisé se sont trouvés unis dans une même anxiété finale relativement au sort d'un homme qui, selon de graves apparences, était innocent. Ainsi, au milieu de tristes dissensions et de honteuses querelles, on a vu toute l'intensité de force intérieure et de contagion internationale que peut acquérir

une idée de justice ou d'humanité. On a vu les ennemis mêmes de la France finir par sympathiser de fait avec la France, épouser ses idées et ses passions, se mêler de ses affaires comme si elles eussent été les leurs, alors qu'ils n'eussent jamais supporté pour leur compte la moindre ingérence de notre part ni dans les arcanes de « *leur armée* », ni dans les mystères de « *leur justice* ».

Un des caractères de l'esprit français, c'est le goût et l'habitude de la vie au grand jour, comme dans une maison de verre, l'absence de secret, de dissimulation, d'hypocrisie. C'est aussi, en même temps qu'une fâcheuse ostentation de ses propres défauts « comme s'ils étaient des qualités » (la remarque est de Machiavel), une non moins fâcheuse habitude de se dénigrer soi-même devant autrui, d'élever les nations étrangères aux dépens de la France, bref, de mêler tout le monde à ses affaires comme il se mêle volontiers lui-même des affaires de tout le monde. Ces habitudes d'action à découvert et de paroles sans diplomatie tiennent à la fureur de vie sociale illimitée dont le Français est comme possédé. Elles supposent un manque de prudence, un défaut de sens politique et d'habileté internationale qui furent souvent très nuisibles à la France. Combien peu, sous ce rapport, se ressemblent les prétendus néo-latins, dont la plupart, nous l'avons vu, ne sont nullement latins ! Comparez une fois de plus la réserve et l'habileté italiennes à l'indiscrétion et à l'imprudence française !

Pour être juste envers la France, il faut se demander, comme nous l'avons fait dans un précédent livre¹, quel autre pays, soumis à un tel régime de liberté sans responsabilité, — et cela, en l'absence de toute éducation démocratique préalable, — se serait montré et se montrerait plus sage que le peuple français. Ce dernier, il est vrai, dit et écrit beaucoup de sottises, mais en somme, depuis trente ans, il n'en a pas fait autant qu'il en dit. Son gouvernement même, malgré tant de défauts qui crèvent les yeux et le discréditent, s'est montré en définitive plus sage que tous les Bonapartes et tous les Bourbons : l'énorme extension de l'empire colonial, la lutte énergique contre les maladies

¹ Voir *La France au point de vue moral*.

de la vigne qui nous menaçaient de ruine, l'alliance avec la Russie, le rapprochement actuel avec l'Italie, voilà des œuvres de haute prévoyance accomplies par un gouvernement qui semblait l'imprévoyance même et sous lequel, à coup sûr, n'abondaient pas les Richelieu.

Les maux dont souffre encore la France tiennent en grande partie à ce que, sur beaucoup de points, principalement dans la décomposition des antiques croyances ou dans le renversement des antiques traditions, elle a devancé la plupart des autres pays européens : n'avait-elle pas elle-même une plus grande ancienneté relative, une vie plus longue, des destins plus agités, un caractère plus mobile ? En France, nous l'avons vu, la foi *sociale* en même temps que rationnelle est la seule, ou à peu près, qui subsiste encore : situation dangereuse, qui cependant indique plutôt une avance intellectuelle qu'une décadence morale. Le peuple français est en train de se faire une France toute nouvelle, sans vrai lien traditionnel avec l'ancienne, tout au moins sous le rapport politique et même, en grande partie, sous le rapport social. Elle se prépare à donner au monde (peut-être en partie à ses dépens) le spectacle anticipé de ce que sera un jour, au sein de l'humanité, la foi morale rationnelle et purement humaine.

une idée de justice ou d'humanité. On a vu les ennemis mêmes de la France finir par sympathiser de fait avec la France, épouser ses idées et ses passions, se mêler de ses affaires comme si elles eussent été les leurs, alors qu'ils n'eussent jamais supporté pour leur compte la moindre ingérence de notre part ni dans les arcanes de « *leur armée* », ni dans les mystères de « *leur justice* ».

Un des caractères de l'esprit français, c'est le goût et l'habitude de la vie au grand jour, comme dans une maison de verre, l'absence de secret, de dissimulation, d'hypocrisie. C'est aussi, en même temps qu'une fâcheuse ostentation de ses propres défauts « comme s'ils étaient des qualités » (la remarque est de Machiavel), une non moins fâcheuse habitude de se dénigrer soi-même devant autrui, d'élever les nations étrangères aux dépens de la France, bref, de mêler tout le monde à ses affaires comme il se mêle volontiers lui-même des affaires de tout le monde. Ces habitudes d'action à découvert et de paroles sans diplomatie tiennent à la fureur de vie sociale illimitée dont le Français est comme possédé. Elles supposent un manque de prudence, un défaut de sens politique et d'habileté internationale qui furent souvent très nuisibles à la France. Combien peu, sous ce rapport, se ressemblent les prétendus néo-latins, dont la plupart, nous l'avons vu, ne sont nullement latins ! Comparez une fois de plus la réserve et l'habileté italiennes à l'indiscrétion et à l'imprudence française !

Pour être juste envers la France, il faut se demander, comme nous l'avons fait dans un précédent livre¹, quel autre pays, soumis à un tel régime de liberté sans responsabilité, — et cela, en l'absence de toute éducation démocratique préalable, — se serait montré et se montrerait plus sage que le peuple français. Ce dernier, il est vrai, dit et écrit beaucoup de sottises, mais en somme, depuis trente ans, il n'en a pas fait autant qu'il en dit. Son gouvernement même, malgré tant de défauts qui crèvent les yeux et le discréditent, s'est montré en définitive plus sage que tous les Bonapartes et tous les Bourbons : l'énorme extension de l'empire colonial, la lutte énergique contre les maladies

¹ Voir *La France au point de vue moral*.

de la vigne qui nous menaçaient de ruine, l'alliance avec la Russie, le rapprochement actuel avec l'Italie, voilà des œuvres de haute prévoyance accomplies par un gouvernement qui semblait l'imprévoyance même et sous lequel, à coup sûr, n'abondaient pas les Richelieu.

Les maux dont souffre encore la France tiennent en grande partie à ce que, sur beaucoup de points, principalement dans la décomposition des antiques croyances ou dans le renversement des antiques traditions, elle a devancé la plupart des autres pays européens : n'avait-elle pas elle-même une plus grande ancienneté relative, une vie plus longue, des destins plus agités, un caractère plus mobile ? En France, nous l'avons vu, la foi *sociale* en même temps que rationnelle est la seule, ou à peu près, qui subsiste encore : situation dangereuse, qui cependant indique plutôt une avance intellectuelle qu'une décadence morale. Le peuple français est en train de se faire une France toute nouvelle, sans vrai lien traditionnel avec l'ancienne, tout au moins sous le rapport politique et même, en grande partie, sous le rapport social. Elle se prépare à donner au monde (peut-être en partie à ses dépens) le spectacle anticipé de ce que sera un jour, au sein de l'humanité, la foi morale rationnelle et purement humaine.

CONCLUSION

NÉO-LATINS ET ANGLO-SAXONS

Il est des paradoxes qui, par leur diffusion dans la presse quotidienne, tendent à devenir des lieux communs ; ils ne deviennent pas pour cela des vérités. Que les peuples qui s'intitulent anglo-saxons aient essayé d'ennoblir leurs succès industriels et leurs conquêtes militaires en prétendant anoblir leur race, qu'ils se soient attribué je ne sais quelle supériorité naturelle ou providentielle, rien de plus conforme aux habitudes de tous ceux qui réussissent : dans tous les temps, ceux-ci ont éprouvé le besoin de faire adorer intellectuellement leurs triomphes matériels. A la consécration religieuse a succédé de nos jours une consécration pseudo-scientifique, empruntée aux théories régnantes et surtout aux moins démontrées, qui, par leur incertitude même, prennent un air mystérieux et sacré. Plus la doctrine des races est douteuse, mieux elle est appropriée au culte de la victoire. Les oints du Seigneur ont cédé la place aux oints de la Science. Mais ce qui est curieux pour le psychologue, c'est de voir certains peuples qui avaient été non moins orgueilleux que les autres à l'heure de leurs succès, qui même traitaient leurs voisins de « barbares », consentir eux-mêmes de nos jours à leur prétendue infériorité de race, s'incliner devant les nouveaux préjugés nobiliaires des peuples favorisés par la fortune.

Entre les diverses nations dites néo-latines, nous avons trouvé une communauté de traditions religieuses, une parenté de langues, enfin les analogies de la culture classique et un commun amour des arts : c'est l'origine des plus naturelles sympathies et des plus précieuses pour la civilisation. Il faut cependant aussi tenir compte de ces inévitables différences de tempérament, de caractère, de milieu social que la psychologie et la sociologie

nous ont fait reconnaître. C'est ce qu'oublient les partisans des doctrines courantes sur les prétendues « fatalités » inhérentes à tous les peuples néo-latins.¹ Faut-il donc admettre; comme des conclusions scientifiques, ces prophéties hasardeuses qui veulent imposer d'avance à tous les peuples de langues néo-latines une destinée semblable, inférieure à la haute mission que s'attribue l'orgueil des races germaniques et anglo-saxonnes? — Il résulte de ce livre qu'il est absolument impossible de rendre ainsi solidaires l'Espagne, l'Italie et la France. L'Italie, d'ailleurs, qui est le type même des nations latines, nous a présenté, malgré les difficultés qu'elle traverse, un éclatant exemple de toutes les ressources morales et sociales cachées au sein des nations qui avaient paru s'affaïsser ou s'endormir. Elle a monté dans ce siècle, elle continue de monter sous nos yeux. Elle nous fait voir que chaque grand peuple a sa vitalité profonde et son caractère propre, qu'il est lui-même, en majeure partie, l'auteur de ce caractère et qu'il peut, dans l'avenir, par sagesse ou par folie, lui faire produire de bons ou mauvais fruits pour l'humanité entière.

I

LA PRÉTENDUE DÉGÉNÉRESCENCE PHYSIQUE DES NÉO-LATINS

Et d'abord, l'avons-nous trouvée quelque part, cette « race latine » dont on parle sans cesse et dont on prétend *a priori* déduire le sort futur, selon la méthode géométrique chère à Taine? Le vrai peuple latin, ce fut sans doute l'antique peuple romain; s'il y avait chez les Latins comme tels une infériorité de « race », c'est chez les Romains que nous aurions dû la trouver. Comment donc se fait-il qu'ils aient conquis, organisé, réformé le monde? Pour Nietzsche, le Germain est la « noble bête de proie blonde, » qui abat ses « griffes » sur les peuples plus pai-

¹ On retrouve ces doctrines dans l'intéressant ouvrage de M. G. Ferrero sur *l'Europa giovane*, que nous avons plusieurs fois cité. L'auteur partage, avec beaucoup de simplicité, l'Europe en deux camps : les races du Nord et les races prétendues latines. M. G. Sergi, plus récemment encore, a étudié les causes de « dégénérescence » des Néo-Latins.

sibles, plus serviles. Et pourtant c'est un Latin qui, résumant l'histoire d'une autre race de proie, a prononcé le *debellare superbos*, en y ajoutant un correctif que Nietzsche n'eût pas admis : *parcere subjectis*.

Quant à la France, qui sert de thème aux déclamations contre les peuples néo-latins, nous avons vu qu'elle n'a de latin que sa langue et une partie de ses traditions. A moitié celtique, elle est germanique pour un quart et, pour l'autre, méditerranéenne ou, si l'on y tient, latine. En d'autres termes, elle présente une proportion supérieure de crânes courts à cheveux noirs, mêlés à des crânes allongés de race blonde scandinave et à des crânes également allongés de race brune méditerranéenne. C'est là une étonnante manière d'être « latin ! » En Espagne domine, comme nous l'avons vu, le type brun dolichocéphale des races méditerranéennes, avec mélange de Celtes et de Germains ; rien ne ressemble moins à la proportion du mélange français, où l'ordre des éléments est renversé. Avons-nous du moins trouvé la race latine sur la terre des Latins ? Non ; ce qui a fini par dominer dans l'Italie moderne, au point de vue ethnique, ce n'est pas l'élément latin, c'est l'élément celto-slave à crâne large dans le Nord, avec de nombreux méditerranéens à crâne long dans le Midi. Du « sang » des Quirites, nous avons vu qu'il ne reste à peu près rien. C'est donc précisément l'élément latin qui manque le plus aux races dites latines, qu'il s'agisse des Italiens, des Espagnols ou des Français.

Les anthropologistes nous disent que les brachycéphales de France sont identiques aux Badois, aux Piémontais, aux Suisses, aux Bavarois, aux Albanais et aux Polonais ; or, ce ne sont pas seulement les langues qui diffèrent d'un de ces peuples à l'autre ; le caractère est au moins aussi différent : un Breton ou un Auvergnat ressemble-t-il à un Albanais ou à un Bavarois ? Nous avons reconnu que la race est secondaire quand il ne s'agit que d'une différence de quelques degrés dans l'indice céphalique.

Le tempérament, qui a une si grande influence sur le caractère, nous a paru différer beaucoup chez les divers peuples qu'on réunit sous la commune étiquette de néo-latins. Tandis qu'en France dominant les nerveux-sanguins, ce sont plutôt les nerveux-bilieus qui abondent au delà

des Alpes et des Pyrénées, comme dans toutes les contrées méridionales et chez toutes les populations brunes à crâne allongé. Nous avons noté ce tempérament en Italie, surtout dans l'Italie méridionale; nous l'avons trouvé aussi en Espagne, où dominant les Méditerranéens bruns à crâne long. On ne le trouve guère en France, même parmi nos Méridionaux et nos Méditerranéens, qui ont bien la vivacité impulsive, mais qui ont l'expansion plutôt que la concentration sur soi, que l'intérieur fermé des Italiens ou des Espagnols.

Le tempérament tient lui-même en grande partie au climat. Les climats ne nous ont pas paru plus identiques que tout le reste chez les nations néo-latines. Ils ont un seul caractère commun : c'est d'être plutôt tempérés, avec des mélanges de chaud et de froid qui sont sensibles quand on passe de Naples à Turin, de Grenade à Madrid, de Marseille à Paris. Si les Néo-Latins sont peu pessimistes, cela tient en partie à leur climat tempéré. On ne peut vraiment exiger que, sous un ciel ensoleillé, l'Italien, l'Espagnol et le Français même nourrissent l'humeur sombre des brumes anglo-saxonnes. Un climat plus doux n'opère pas une sélection aussi rigoureuse en faveur des constitutions fortes et des volontés fortes qu'un climat où la lutte incessante et pénible élimine presque tous les faibles; c'est là, nous l'avons vu, le secret de certaines supériorités attribuées aux races du Nord, ainsi que d'une certaine tendance à la mollesse chez les races du Midi. Le climat chaud produit la précocité chez les jeunes gens, les fait parvenir plus tôt à la puberté, les éveille et les excite davantage; d'où il suit que l'éducation est moins longue et a moins de prise, qu'une certaine fermentation est dans le sang, qui rend la sagesse plus difficile. M. Ferrero a voulu déduire de là des conséquences innombrables. Toute l'école lombrosienne a l'habitude de s'attacher à un détail et de l'enfler outre mesure afin de faire prendre la grenouille pour le bœuf. Sans nier l'influence du climat et celle de la précocité juvénile sur les « passions de l'amour », nous n'avons pu trouver dans l'« érotisme » chronique le secret des destinées néo-latines.

Pour la sobriété et la tempérance, qui est aussi une de ces grandes vertus à la fois physiques et morales dont l'action

est profonde chez les peuples, les vrais Latins nous ont paru donner de belles leçons aux faux Latins comme nous, ainsi qu'aux Anglo-Saxons ou aux Germains. Que ne sommes-nous tempérants comme les Italiens et les Espagnols ! La sobriété est une des forces vives qui assurent la santé et l'énergie d'un peuple. M. Ferrero a beau gémir sur les mœurs amoureuses des Latins, l'érotisme même est bien loin de produire les ravages de l'alcoolisme ; — sans compter qu'il ne faudrait pas trop approfondir les vertus de chasteté qui semblent appartenir à certaines nations plus soucieuses que nous du *decorum* extérieur. Ce souci, fort honorable et fort nécessaire, ne va pas toujours sans quelque hypocrisie. Ce n'est point chez les nations néo-latines qu'on trouve le plus de pharisiens remerciant le ciel de n'avoir point les vices de leurs voisins.

Après le climat et le tempérament, on invoque contre les Néo-Latins l'usure des siècles. Mais, quand on dit que tels peuples ou telles races sont parvenus à leur vieillesse, par exemple les Néo-Latins, c'est là une métaphore qu'il ne faut pas prendre pour une réalité. Un peuple se renouvelle incessamment, à vrai dire ; il est donc toujours jeune. La grande question est de savoir de quels éléments il est composé à tel ou tel moment de sa vie. Il se produit sans cesse, en effet, une sélection de ces éléments, tantôt avec excédent des meilleurs, tantôt au profit des pires ; dans le premier cas, il y a progrès, dans le second, il y a recul. C'est un jeu compliqué de forces sociales où, fort heureusement pour les peuples « intellectuels », l'intelligence joue un rôle de plus en plus considérable. La France est infiniment plus intellectuelle que l'Espagne, par exemple, et ce n'est pas un malheur. L'Europe elle-même est-elle « vieille ? » N'est-elle pas plutôt, sous maint rapport, trop jeune et trop en retard ? Nous ne résoudrons jamais un problème avec des figures de rhétorique, fussent-elles habillées à la mode scientifique du jour.

La population joue un rôle capital dans la puissance industrielle d'un peuple, comme dans sa puissance militaire, quand d'ailleurs la race n'est pas par elle-même inférieure ou attardée. Or, les Anglo-Saxons, les Germains, les Slaves ont aujourd'hui pour eux le nombre ; c'est là leur vraie « supériorité. » Les Néo-Latins, relativement à eux,

nous ont paru notablement réduits. Mais la « latinité » n'y est pour rien ; car, si la France reste stationnaire, l'Italie et l'Espagne accroissent très rapidement leur population ; l'Italie a même un taux d'accroissement supérieur à celui du reste de l'Europe. Il y a donc ici ascension et non décadence.

D'autre part, le mouvement de la population tend partout à décroître à mesure que les nations vivent d'une vie plus intellectuelle, plus industrielle et plus démocratique, c'est-à-dire plus moderne. L'intelligence plus développée, nous l'avons vu, accroît la prudence pour l'avenir de la famille, en même temps que l'ambition ; les besoins croissent aussi dans les milieux plus industriels ; enfin, répétons que la démocratie, en répandant l'égalité, généralise l'ambition d'arriver, qui entraîne la nécessité de restreindre les charges de famille pour alléger la marche. Sous tous ces rapports, est-ce les nations latines qu'il faut accuser ? Si la France sert ici de texte aux plaintes de dépopulation, songez que le taux de la natalité diminue d'une manière semblable en Angleterre et aux Etats-Unis. Tandis que la France, par exemple, passait en dix ans du taux de 22,6 pour 100 à celui de 21,4, l'Angleterre passait du taux de 36,3 à celui de 30,8, diminution énorme. L'Angleterre a encore une supériorité acquise, mais cette supériorité va diminuant plus vite qu'ailleurs. Comment donc admettre que les Anglo-Saxons nous donnent ici l'exemple ? Des préceptes, oui, ils en sont prodigues ! Mais leurs actions, comme il arrive trop souvent, contredisent leurs sermons, et ce sont précisément les Italiens, les Espagnols et les Grecs qui donnent ici le bon exemple.

Il en est de même pour un autre symptôme réputé fâcheux : l'exode vers les villes, qui dépeuple les campagnes, entasse pêle-mêle les travailleurs dans un milieu malsain au point de vue physique et au point de vue moral, leur donne le goût du plaisir et de la vie mondaine, éveille leurs ambitions aux dépens de leur sobriété, de leur fécondité, de leur santé. Où cet exode est-il le plus considérable ? — En Angleterre, en Allemagne. Ici encore les détracteurs de la France la laissent bien loin derrière eux. D'ailleurs, la vie urbaine a des avantages et des inconvénients, et nous avons vu se produire sur ce point les théories les plus opposées.

Un autre orgueil des Anglo-Saxons, c'est qu'ils colonisent. Mais les Romains ont été les premiers colonisateurs du monde, tout latins qu'ils fussent; les Français ont été jadis de grands colonisateurs, tout latins qu'on les prétende. S'imagine-t-on que le Canada eût cessé de prospérer s'il fût resté en notre pouvoir, et voit-on aujourd'hui que les vieux Français s'y montrent inférieurs aux Anglo-Saxons? Les Espagnols et les Portugais ont devancé les Anglais. Les Allemands ont beau être de race germanique, ils ne colonisent pas encore, mais attendez demain! Tout peuple dont la population déborde émigre et, s'il le peut, conquiert les pays où il émigre. La France d'aujourd'hui a beau ne pas émigrer, — étant à l'aise et au large chez elle, — elle a conquis un vaste empire colonial; et ne serait-ce pas une des raisons pour lesquelles les Anglo-Saxons la voient de mauvais œil?

Parmi les systèmes relatifs à l'infériorité des nations latines, il faut considérer encore celui qui attribue toute décadence à l'« immobilisme. » La biologie étant aujourd'hui en honneur, les sociologues lui empruntent des comparaisons qu'ils donnent volontiers comme des raisons; or, la biologie érige en loi l'adaptation des espèces au milieu. Le milieu physique changeant, une espèce doit elle-même se transformer ou disparaître. De même, le milieu humain se modifiant à travers les siècles, grâce aux progrès de la civilisation, de la science, de l'industrie et des arts, chaque nation, chaque race doit s'adapter au milieu nouveau ou disparaître. Le manque de flexibilité et d'adaptation progressive est ce que M. Sergi appelle l'immobilisme. Selon lui, il y a une paléontologie sociale, où nous voyons subsister des monstres d'un autre âge, des races attardées qui n'ont pas su se plier aux nouvelles conditions d'existence. A l'en croire, c'est par l'immobilisme que tombent tous les empires, depuis l'empire de Chine jusqu'à l'empire romain, et, si les races latines sont aujourd'hui en décadence, c'est qu'elles s'endorment dans l'immobilité. Mais on peut répondre que, si l'immobilisme est un péril, le « mobilisme » exagéré en est un autre. En outre, si certaines nations dites néo-latines ne brillent pas par une flexibilité extrême, comme l'Espagne, voit-on que l'Italie, elle, soit tellement immuable, incapable d'une souple accommodation aux

circonstances? Partout où l'on instruit les Italiens, ils profitent très habilement de leur instruction. Quant aux Français, c'est bien plutôt l'excès de mobilité gauloise que l'immobilisme « latin » qui les a fait souffrir. Nous aurions pu, sans inconvénient, faire l'épargne de je ne sais combien de révolutions, de guerres, de changements de politique, de renversements de ministères, etc., etc. Comment prétendre que la France soit, comme l'Espagne, un pays attardé, perdu dans son passé, ignorant du présent, insoucieux de l'avenir? Toutes ces généralisations sont de pures fantaisies, toutes ces formules étroites laissent échapper la réalité. Quand on a dit que le progrès est fait tout ensemble de permanence et de changement, de « statique » et de « dynamique, » on n'a encore énoncé, sous des formes scientifiques, que le plus banal des lieux communs.

En somme, à voir tout ce que de prétendus savants attribuent qui au climat, qui à la race, qui au tempérament, qui à la vieillesse ou à la jeunesse des peuples, on se prend à douter des systèmes et des vocables sonores où les systèmes viennent se résumer. On soupçonne que la grandeur et la décadence des nations tiennent à des causes trop complexes pour rentrer dans une formule ethnique. De la physiologie des peuples, nous avons toujours dû, dans ce livre, passer à leur psychologie.

II

LE PRÉTENDU TYPE PSYCHOLOGIQUE DES NÉO-LATINS

Le *type* Français, — car il n'y a pas de *race* française, — nous a-t-il semblé moralement plus voisin du type italien ou espagnol qu'il ne l'est du type anglais ou allemand? Sensibilité vive et passions intenses, intelligence subtile, pénétrante et rusée, longue mémoire et longues rancunes, défiance mutuelle, activité impulsive et impétueuse, quoique ordinairement prudente et circonspecte, patience et persévérance, avec des alternatives de longues périodes d'apathie, tel nous a paru le caractère commun des Méditerranéens

méridionaux¹. A la nation latine et méditerranéenne par excellence, l'Italie, avec son agilité, sa souplesse, sa ductilité, son sens positif, le moins rêveur qui soit au monde, son art de temporiser et de préparer des effets à longue échéance, comparez l'esprit de chimère des Don Quichottes d'au delà ou d'en deçà des Pyrénées, l'Espagne demi-africaine, avec son caractère romantique et chevaleresque, son idéalisme nuageux et trop souvent étranger aux choses positives, son inflexibilité hautaine et son manque de souplesse, son entêtement indomptable, son insociabilité, sa volonté âpre, dure et cruelle²; la France, avec sa vivacité de réaction, ses emportements, ses coups de tête, ses légèretés, ses étourderies, ses ingénuités, son manque de tradition et de continuité dans les desseins, sa mobilité, son impatience brouillonne, son intelligence simple et claire, toute primesautière, sa volonté trop peu tenace, ses grands espoirs suivis de grands découragements, son ressort final et ses ressources inépuisables, qui réservent sans cesse au monde des surprises, sa confiance en soi, en tout, en tout le monde, son ignorance de l'étranger, sa facilité à juger autrui d'après soi, sa gaieté d'humeur, son insouciance prompte à l'oubli, son optimisme natif, ses penchants sympathiques, sa passion contagieuse, son esprit de prosélytisme, son idéalisme philanthropique, son absence de sens politique; son amour des abstractions, sa logique illogique; sa nature diffuse, expansive, communicative, son goût de mettre en commun idées et sentiments, comme si ce que chacun garde était perdu pour lui et pour les autres; son amour de l'égalité qui exclut le respect hiérarchique en laissant subsister la fraternité et en refrénant l'originalité individuelle; son « humanitairerie, » que Gioberti raillait si amèrement, enfin et en un mot, sa foncière sociabilité! A la concentration en soi, à la circonspection, à la réserve du vrai Latin peut-on assimiler notre imprudence, notre étourderie gauloise, notre nature ouverte et sans détour, qui se laisse duper à toutes les protestations d'amitié, prend les belles paroles pour argent comptant? Si l'Italien nous a paru l'ami des moyens termes et des

¹ Voir livre deuxième.

² Voir livre troisième.

accommodements, s'il a le génie des compromis, s'il rivalise sous ce rapport avec l'Anglais, peut-on en dire autant du Français mathématicien en toutes choses, dialecticien par plaisir de pousser les raisonnements jusqu'à ce bout où ils choquent la raison, radical, intransigeant, qui veut tout ou rien à la fois et d'un seul coup? Au peuple italien trop souvent sceptique, qui respecte les faits et, d'ordinaire, ne respecte que les faits, comparez notre foi aux idées, notre crédulité aux systèmes, notre oubli fréquent des réalités, notre fonds d'enthousiasme mal contenu par les dures leçons de l'expérience. Il est clair que qualités et défauts instinctifs diffèrent profondément en deçà et au delà des Alpes, comme aussi des Pyrénées. On peut même dire que les qualités natives des trois nations sont complémentaires. Comment donc le psychologue pourrait-il les réunir sous une même appellation et sous une commune appréciation?

III

L'INTELLIGENCE ET LA VOLONTÉ DANS L'ÉVOLUTION DES PEUPLES

Nous avons vu que le rationalisme cher à l'esprit français provoqua, au XIX^e siècle, une violente réaction chez les autres peuples et même en France. Parmi les Germains et Anglo-Saxons, les objections à l'intellectualisme et au rationalisme ont pris toutes les formes. Récemment encore, en Angleterre, une véritable croisade a eu lieu contre le rationalisme en faveur de la foi religieuse. Il n'est pas sans intérêt de prendre un exemple et un texte de discussion dans le livre bien connu de M. Benjamin Kidd, qui a eu le mérite de résumer excellemment l'argumentation des anti-rationalistes. L'auteur n'a pas craint d'y mêler des pronostics relatifs à l'avenir de la France et des pays néo-latins, comme à l'avenir des pays anglo-saxons ou germains.

M. Kidd est de ceux qui croient que la France représente probablement, au point de vue du caractère, l'élément celtique parmi les trois peuples conducteurs de l'Europe occidentale. Les considérations sur le celtisme sont, elles aussi, très hasardées, mais enfin il est clair que l'élément cel-

tique prédomine en France. Selon M. Kidd, tout observateur impartial se trouve forcé de reconnaître que « certains traits caractéristiques placent la France en tête des nations intellectuelles de l'Occident. » Une fois qu'on a fait « la part de certaines jalousies nationales », on reconnaît généralement, dans tous les pays, « tout ce qu'on doit à la France au point de vue intellectuel. » L'énorme influence française se fait en réalité sentir « dans toute notre civilisation, dans la politique, dans presque toutes les branches de l'art, dans toutes les directions que suit la pensée spéculative. » Lors même que les peuples teutoniques ou germaniques arrivent aux plus hauts résultats intellectuels, M. Kidd trouve qu'entre eux et les peuples celtiques il y a toujours une certaine différence à établir pour les qualités de l'intelligence¹. « Les peuples Teutoniques obtiennent en général les plus hauts résultats intellectuels là où sont nécessaires les recherches approfondies, laborieuses, consciencieuses, là où il faut réunir pièce à pièce les éléments de l'œuvre. Mais il manque à ces recherches l'idéalisme de l'esprit français. Cette manière ailée et pourtant ferme de comprendre les principes et les idées, qui caractérise l'esprit français, fait souvent défaut aux peuples teutoniques. » M. Kidd ajoute, — et nous croyons qu'il a raison, — que certaines qualités particulières à l'ancien esprit grec se retrouvent chez le peuple français plus que partout ailleurs. « Les peuples teutoniques manquent de ces qualités jusque dans les arts, ce qui a fait dire que, chez eux, le sens éthique primait le sens esthétique. Tout observateur consciencieux qui se trouve pour la première fois en relation intime avec l'esprit français doit y sentir immédiatement un quelque chose d'indéfini, mais d'ordre intellectuel élevé, qui ne se trouve à l'état *naturel* ni chez les Allemands, ni chez les Anglais. Ce quelque chose se sent dans l'art, dans la littérature courante de l'époque non moins que dans les

¹ A ce point de vue on peut encore rappeler l'opinion exprimée par M. Grant Allen (Le Celte dans l'Art anglais, *Fornightly Review*, 1891). Si, dans la littérature anglaise, l'élément celtique est indéniable, en art il suffit de le signaler pour le découvrir. M. Allen affirme aussi que l'idéalisme qui anime l'art et la littérature en Angleterre, et même la religion et la politique, est avant tout un produit celtique. Nous croyons qu'il y a là une très notable exagération; les Germains et les Saxons, eux aussi, ont leur genre d'idéalisme, d'ailleurs différent de celui des Celtes et Français.

productions supérieures du génie national dans le passé. Dans les rues de la capitale, dans les villes de province, dans les édifices publics, églises, temples, galeries artistiques, jusqu'aux devantures de libraires, on retrouve quelque chose de ce noble sentiment de l'idéal et des proportions qui était une des caractéristiques de l'esprit grec. »

Une fois ceci reconnu avec une remarquable sincérité, M. Kidd ajoute que les peuples teutoniques possèdent à leur tour certaines qualités caractéristiques, « non pas intellectuelles en elles-mêmes », mais qui contribuent davantage à la puissance sociale et qui sont, en conséquence, « plus importantes que les simples qualités intellectuelles, étant donnée la manière dont opère la sélection naturelle et la direction dans laquelle s'accomplit l'évolution de la race. » Un jour, dit M. Kidd, quand on écrira l'histoire du XIX^e siècle avec ce sentiment des proportions qu'apporte seul l'éloignement du temps, on s'apercevra que « deux choses donnent à cette histoire sa couleur particulière », rejettent dans l'ombre tous les autres événements. La première, c'est « le triomphe complet et absolu, dans notre civilisation occidentale, des principes de cet idéalisme politique qui a eu pour expression principale la *Révolution française*. La seconde, c'est l'expansion matérielle, également triomphante, des peuples de race teutonique, « leur victoire finale, dans la lutte pour l'existence, sur les autres peuples occidentaux voisins (surtout la France) dont l'influence intellectuelle avait marqué le siècle. » En d'autres termes, au XIX^e siècle, la France a régné intellectuellement en faisant accepter au monde ses principes de droit égal pour tous, de justice et de fraternité, mais elle n'en a pas moins été vaincue par des peuples devenus militairement ou industriellement plus forts et plus nombreux. C'est que, selon M. Kidd, ce n'est pas l'élément intellectuel que développe avant tout la sélection naturelle; d'autres éléments, surtout de volonté et d'énergie, contribuent plus efficacement à l'activité sociale et ont bien plus d'importance pour l'évolution de l'humanité. Si, dit-il, les peuples teutoniques ont acquis et continuent à acquérir une place prépondérante dans le monde, c'est principalement à cause du grand développement qu'ont atteint les qualités volontaires parmi ces peuples. M. Kidd ajoute que

les plus hautes capacités intellectuelles ne peuvent pas compenser l'absence de certaines qualités ; ces capacités mêmes, si elles ne sont pas accompagnées des qualités sociales propres à les mettre en emploi, deviennent une cause d'infériorité pour un peuple. — Rien de plus vrai, mais le peuple français, précisément, a pour originalité l'union étroite des qualités intellectuelles et des qualités sociales ; ce qui lui manque, ce sont les qualités individualistes de robustesse physique et mentale, d'énergie, d'opiniâtreté, de patience obstinée et entêtée, d'égoïsme, de volonté forte jusqu'à la brutalité, un je ne sais quoi de romain ou d'anglais. Et si ces qualités, dans la lutte des nations, ont l'importance de tout ce qui peut assurer le droit du plus fort, si même, dans l'ordre moral, elles peuvent produire de très heureux effets de fermeté d'âme et de vie régulière, elles ne constituent cependant pas les seules et uniques qualités humaines, ni surtout les seules qualités « sociales. »

Avec l'école anti-rationaliste, M. Kidd conclut : 1° que les races avancées, comme la nôtre, ne garderont pas, par la seule vertu de leur intelligence, la position prépondérante qu'elles ont prise dans le monde ; 2° que l'évolution qui s'accomplit lentement dans la société humaine présente avant tout « un caractère religieux plutôt qu'intellectuel », et que la race humaine, sous l'effet de la sélection naturelle, doit devenir « de plus en plus religieuse. »

L'école anti-rationaliste oublie, dans ces appréciations et pronostics, deux points de capitale importance. Le premier, c'est que le développement de l'humanité accorde une part de plus en plus prépondérante à la science, qui devient la grande source de puissance industrielle, commerciale, militaire même et politique. Or, la science est de nature intellectuelle, et il en résulte que, loin de diminuer, l'importance de l'intelligence va croissant.

Le second point que méconnaissent ou que comprennent mal les anti-rationalistes, c'est l'influence et le rôle de la religion. Ils prétendent que cette influence va en augmentant ; mais, pour soutenir un tel paradoxe, ils sont obligés de confondre la religion avec la morale, avec la « subordination des intérêts présents et égoïstes aux intérêts futurs de la société. » Une telle confusion ne saurait être admise. A

vrai dire, l'élément théologique et dogmatique qui caractérise proprement les religions, par opposition aux philosophies et aux sciences, perd de plus en plus sa force et son action. Seul l'élément intellectuel et rationnel, en même temps que social, des religions, — à savoir la morale et surtout la morale sociale, — s'en dégage peu à peu et va l'emportant sur tout le reste. Est-ce la théologie ou est-ce l'éthique qui fait encore la force du protestantisme, comme du catholicisme ? Sans doute les deux éléments, l'un proprement religieux, l'autre proprement moral et social, sont encore intimement mêlés chez la plupart des peuples ; mais en sera-t-il toujours ainsi ? N'est-il pas manifeste que, tout comme l'empire de la science va croissant dans les rapports de l'homme avec la nature, de même aussi il va croissant dans les rapports des hommes avec leurs semblables ? C'est la partie scientifique et sociale des religions, je veux dire leur partie morale, qui subsiste sous les fictions de la foi imaginative et sentimentale, et c'est cette partie qui ira toujours se dégageant, grossissant jusqu'à absorber tout le reste. Or ce phénomène est déjà de plus en plus visible en France.

Il faut se garder des prophéties. L'évolution des peuples est impossible à prédire, parce que des éléments nouveaux s'introduisent sans cesse dans le calcul. Il y a notamment, chez les peuples modernes, deux *inconnues* de premier ordre : 1° Les découvertes futures de la science, qui réservent des surprises dont nous ne pouvons avoir idée ; 2° les modifications sociales produites par la montée croissante du socialisme chez tous les peuples. Cet élément intellectuel et cet élément social contiennent des problèmes tellement insolubles pour nous, qui vivons aujourd'hui, que nous ne saurions nous flatter de prophétiser l'avenir des nations.

Tout ce qu'on peut, c'est de constater l'*idéal* que chaque peuple se fait de l'humanité et, qui plus est, de lui-même, la fonction et la mission qu'il s'attribue, la foi qu'il a dans certaines idées dominantes, en un mot, la force de conscience collective dont il dispose. Suffit-il, en effet, que la nationalité *s'objective* dans la langue, dans la religion, dans l'art, dans la poésie, dans l'industrie, dans le gouvernement, dans toutes les manifestations de la vie sociale

économique et politique? Non, il faut encore, il faut de plus en plus, à mesure que la civilisation avance, que la nationalité devienne *sujet* pour elle-même et prenne conscience de soi. Qu'elle soit une réalité, cela ne suffit pas, il faut qu'elle soit une idée. Par là, elle acquiert une réalité supérieure; l'idée tend à se réaliser elle-même, à maintenir contre les obstacles et à développer sans cesse la réalité dont elle est la forme consciente et la fin consciente. L'idée qu'une société a de soi et de sa force est donc une force pour cette société. L'idée qu'elle a de sa fonction ou mission est aussi une force informatrice, fonctionnelle et directrice.

Sous ce rapport, le peuple français est parmi ceux où la conscience sociale a acquis le plus grand développement. Comment, d'ailleurs, l'action réciproque des citoyens ne se refléterait-elle pas avec clarté chez un peuple aussi intellectuel, dont une longue histoire a développé la communauté de conscience? Un des caractères sociologiques d'un peuple, c'est la confiance qu'il a dans la « petite société » qu'il constitue au sein de la grande société humaine. Le Français a cette indomptable confiance. Dans les malheurs, profonds sont ses découragements, mais la tristesse n'est pas dans sa nature : sa sensibilité hostile aux émotions déprimantes lui fait bientôt reprendre le dessus. De là ce ressort, cette élasticité dont la France a tant de fois fait preuve, au moment même où on pouvait la croire perdue. Le courage de chaque Français est en grande partie fait de confiance en autrui comme en lui-même; chacun compte, dans le malheur, sur les « camarades », sur les « compatriotes »; chacun est persuadé que, si tout le monde se met à la besogne, tout le monde sortira du mauvais pas. C'est une sorte d'optimisme social et humanitaire. D'autre part, le Français croit à la nécessité de son pays pour l'humanité même, où la France représente moins un intérêt particulier qu'un intérêt universel et humain; il croit donc à l'avenir de la France. Sa persuasion intime est que les peuples de cœur valent les peuples de tête, que les nations qui ont faim et soif de vérité et de justice, non seulement pour elles-mêmes, mais pour l'humanité entière, finiront par être rassasiées, que la vraie loi des sociétés humaines n'est pas la sélection naturelle et

la lutte pour la vie, mais le choix rationnel et l'union pour la vie, que, par conséquent, sur les grands et éternels principes de droit humain, de justice sociale et de fraternité humaine, c'est la France de 1789, malgré ses erreurs, malgré ses fautes, malgré ses revers, qui finira par avoir raison.

IV

LES RACES LATINES ET GERMANIQUES AU POINT DE VUE DE LA RELIGION

Un des principaux thèmes à déclamation contre les races latines est leur « infériorité religieuse. » Pour soutenir cette thèse, on commence par faire du catholicisme une sorte de propriété commune des Néo-Latins. Les catholiques de Belgique, ceux de Cologne, d'Aix-la-Chapelle et des bords du Rhin, ceux de la Bavière et de l'Autriche, enfin ceux de New-York et des États-Unis sont-ils donc des Néo-Latins? Se ressemblent-ils entre eux et ressemblent-ils aux catholiques de Naples, de Séville ou de Paris? Rien de plus illusoire que d'enrégimenter des peuples très divers sous une seule bannière. Ce qui est vrai, c'est que, dans leur interprétation du sens intime de la religion, les peuples latins et néo-latins en ont toujours modifié la primitive idéalité et la tendance mystique; ils en ont tempéré le sublime pessimisme moral par un serein instinct de l'art et de la vie sociale, par l'eurythmie d'un naturel qui répugne à tout idéalisme excessif.

Il est injuste de ne voir dans la religion des peuples néo-latins que la sanctification des pratiques extérieures. Les « œuvres » ne sont pas seulement des cérémonies liturgiques, des sacrifices, des pénitences imposées au croyant; elles sont aussi, elles sont essentiellement des actes de justice et d'amour; elles s'élèvent, chez le chrétien, jusqu'à « l'ascétisme héroïque », à la pauvreté volontaire, à la perfection du dévouement. Si les excès de la justification par les œuvres peuvent, chez les Latins, aboutir au culte machinal, ceux de la justification par la foi

n'aboutissent-ils pas, chez les Teutons et Anglo-Saxons, au dédain mystique de la morale concrète et vivante? En se tournant surtout vers les œuvres, les nations catholiques n'ont pas négligé l'œuvre la plus haute et la plus vraiment sociale, comme la plus divine : la charité. C'est un des honneurs de l'Italie et de la France que le développement des institutions charitables dans leur sein, et non pas seulement de celles qui ont un caractère religieux, mais aussi de celles qui sont purement civiles et laïques.

On ne saurait soutenir que, avec ses qualités et ses défauts, la puissante organisation catholique, dont un Auguste Comte a si admirablement montré le grand rôle civilisateur à travers le monde entier, soit une œuvre de races inférieures. En Angleterre même et aux États-Unis, le catholicisme a eu sur le protestantisme une influence heureuse, en l'adoucissant, en adoucissant les mœurs publiques, en tempérant chez une minorité, puis, par la contagion de l'exemple, chez la majorité même, ce qu'avait de farouche et d'insociable l'individualisme protestant, ce culte du moi en vue de Dieu, ce culte de Dieu dans le moi, qui confinait à la divinisation du moi. Un éminent critique a dit que le protestantisme fut la « protestation de l'individu contre le caractère social du catholicisme, » et ce n'est pas là, assurément, une définition complète ou adéquate de la Réforme; mais on peut accorder que la Réforme fut une révolte de l'individualisme et une victoire de la personnalité, qui enveloppait d'ailleurs une juste exaltation de la conscience individuelle, de la foi individuelle, de la religion individuelle, trop étouffées sous les formes, sous les œuvres, sous l'organisation collective du catholicisme. Il y a donc là deux tendances également hautes, l'une vers la diversité individuelle, l'autre vers l'unité sociale, dont aucune ne constitue une vraie « infériorité » de race ou de valeur morale.

V

TENDANCES SOCIALES ET POLITIQUES DES NÉO-LATINS

Un des plus beaux exemples de confusion d'idées qu'offre la théorie des races « néo-latines », c'est l'habitude

de leur attribuer je ne sais quel socialisme inné, par opposition à « l'individualisme anglo-saxon ou germanique¹ ». On peut répondre que l'individualisme se rencontre partout à doses diverses et sous diverses formes : les Italiens, les Espagnols, les Français ne nous ont semblé, à divers points de vue, que trop individualistes. L'Espagnol, surtout, nous a offert un individualisme replié sur soi et un étonnant esprit de rébellion à l'égard de la discipline sociale. La race, a dit M^{me} Pardo-Bazan, a un instinct d'anarchie individualiste qui « empêche toute œuvre collective » et qu'on ne doit pas confondre avec l'instinct d'indépendance². Des reproches semblables sont adressés à l'Italien. Chez le Français, nous avons vu l'indiscipline et l'individualisme d'humeur en partie compensés par l'extrême sociabilité, par l'esprit de suite et même d'imitation. Dans la société française, l'individu a toujours moins d'importance que n'en ont les relations des individus entre eux. A l'individualité libre nous avons même substitué trop volontiers la société anonyme et irresponsable. On nous déclare, en conséquence, socialistes d'instinct et par fatalité « latine ! » On oublie combien de variétés individuelles, trop souvent indisciplinées, se cachent sous l'apparente uniformité des manières et sous l'impersonnalité de la politesse. Ce qui est incontestable et ce que nous avons rappelé plus haut, c'est que, le sentiment de sociabilité étant très développé en France, la justice a fini par apparaître aux Français comme de nature éminemment sociale. Ce n'est pas là, à coup sûr, une infériorité : pour le philosophe, la justice sociale est la seule vraie justice.

Aux yeux des Romains, l'État était tout, l'individu empruntait sa valeur à l'État, il n'avait, en quelque sorte, qu'une valeur sociale. Dans le christianisme, l'individu acquiert une valeur infinie, mais il est en même temps un simple membre de la cité spirituelle. Que cette cité, dans le catholicisme, devienne une monarchie absolue,

¹ Ainsi raisonne, par exemple, M. G. Lebon, un des admirateurs forcés de la race anglo-saxonne; ainsi raisonnent M. de Lapouge et M. Demolins.

² Si cet instinct a parfois contribué à la défense du sol, il a plus souvent « rendu inefficace la loi, allumé la discorde, dispersé les forces nationales. »

avec le pape à sa tête, l'obéissance trop passive aux communes règles et aux commandements de l'Eglise tendra à devenir le vrai moyen d'assurer la tranquillité de la conscience ; l'individu perdra le sentiment de lui-même dans sa soumission au pouvoir religieux. Si les peuples du Midi et si la France ont montré l'amour de la centralisation politique et religieuse, ils le doivent moins à leur génie de race qu'à leur éducation latine, au double joug que leur imposèrent la Rome des empereurs, et la Rome des papes. On ne saurait encore voir là une infériorité, car l'avenir n'est pas plus au pur individualisme qu'au socialisme exclusif ; il sera la synthèse de la dignité individuelle et de la subordination sociale, de la liberté personnelle et de la centralisation.

On attribue encore aux Latins, comme qualité intime, l'assujettissement volontaire au pouvoir d'un seul, le « besoin inné de tutelle gouvernementale ». Mais ce besoin, s'il existe, vient d'une longue habitude d'être gouverné. En France, les excès du pouvoir absolu ont produit une habitude de ce genre, qui persiste et fait que nous ne savons pas encore nous gouverner nous-mêmes. Un défaut non pas de la race, mais de l'éducation latine, c'est l'habitude de compter toujours sur un individu, un sauveur, un héros — comme ceux de Carlyle, qui pourtant n'était pas un Latin. On confond trop la moralité avec l'héroïsme, et on compte sur l'héroïsme des autres plutôt que sur son effort personnel. C'est une ressouvenance persistante des temps héroïques de la Grèce et de Rome. Mais, si vous songez que le progrès de la liberté individuelle n'empêche nullement celui de l'action collective et de l'intervention gouvernementale, vous reconnaîtrez qu'il n'y a encore là aucune marque de vraie décadence : c'est plutôt l'anticipation d'un avenir encore trop éloigné.

Le sentiment de l'égalité, nous l'avons pu voir, devait particulièrement se développer dans les nations de culture latine, parce que la loi et les institutions romaines avaient un caractère de généralité et même d'universalité devant lequel s'effaçaient les irrégularités individuelles. En France, surtout, a fini par se répandre l'amour de l'uniformité. C'est, au contraire, une tendance des Anglo-Saxons que de distinguer et de diversifier, pour établir une répartition

et une hiérarchie des tâches. Division du travail, tel est le grand secret, plus d'une fois signalé, de la prospérité anglaise. Dans l'industrie, cette division accompagnée de coopération a produit les résultats que l'on sait. L'ouvrier anglais n'a pas la prétention de savoir tout faire, comme l'ouvrier français ou italien, qui a conscience de son extrême souplesse intellectuelle ; il s'en tient à une besogne spéciale, il l'accomplit avec une persévérante opiniâtreté. S'il passe d'une occupation à une autre, il ne prétend jamais faire deux choses à la fois. Le commerçant anglais n'essaie pas d'étendre sans cesse les objets et la nature de son commerce, d'ajouter sans cesse des occupations nouvelles aux anciennes : il élargit sa clientèle et le chiffre de ses affaires pour un objet déterminé, auquel il s'attache exclusivement et qu'il perfectionne courageusement. La politique anglaise repose également sur la division du travail : elle met à part, pour l'intérêt de la nation, une dynastie toujours chargée de cet intérêt ; elle met à part une Chambre des lords chargée de maintenir les traditions gouvernementales et de constituer une aristocratie ayant sa tâche politique. Elle ne confiera pas tout à la Royauté, ni à la Chambre des lords, ni à la Chambre des communes : séparant les pouvoirs, elle distribuera à chacun sa besogne spéciale pour le bien général. La manie de tout faire, de tout mêler, de tout égaliser, de tout ramener à l'uniformité n'indique pas, chez les Néo-Latins, une infériorité intellectuelle, mais plutôt le sentiment d'aptitudes intellectuelles très variées, avec une plus grande mobilité des goûts, d'où résulte un défaut traditionnel de concentration. L'Anglo-Saxon et le Germain sont meilleurs ouvriers ; le Néo-Latin est plus artiste. Dans notre monde d'industrie mécanique, qui n'est plus l'ère des artisans, des outils et des chefs-d'œuvre de maîtrise, l'art importe moins qu'une application soutenue : c'est ici que le génie devient une longue patience. Ne faut-il point pourtant qu'il existe des peuples plus portés à maintenir et à développer en toutes choses les qualités de goût, d'art et d'inspiration ?

VI

LA CRIMINALITÉ CHEZ LES NÉO-LATINS ET LES ANGLO-SAXONS

Un des plus grands chefs d'accusation contre les « races latines », c'est le taux de leur criminalité. Considérez l'Espagne, moins la Catalogne, la Sardaigne, la Sicile, la Corse, enfin les anciens États romains et napolitains, vous remarquerez, avec les statisticiens, un énorme taux de criminalité à peu près semblable. Faut-il donc accuser la race latine ou méditerranéenne d'être « impropre à une civilisation élevée ? » Mais c'est de la plupart de ces contrées que, au moyen âge, venait la lumière ; ce sont elles qui initiaient l'Europe septentrionale « aux arts, aux sciences, au commerce et au droit ¹. » Il faut donc, encore ici, chercher d'autres causes que la race.

Si l'on divise l'Italie en trois zones, Lombardie, Centre et Midi, on trouve dans la première trois homicides sur 100 000 habitants, dans la seconde dix, dans la troisième seize ². Question de culture sociale, non de climat ou de race, car, du temps de la Grande-Grèce, la proportion était assurément renversée. L'augmentation de la criminalité italienne nous a paru surtout due aux facteurs moraux et sociaux. M. Tarde dit avec beaucoup de raison : « La moralité d'un peuple est si étroitement liée à la *fixité* de ses *mœurs* et de ses *coutumes*, comme, en général, celle d'un individu à la régularité de ses habitudes, qu'il ne faut pas s'étonner de voir les époques troublées par de grandes crises, les nations remuées par la longue lutte de deux *cultes*, de deux *civilisations*, de deux *partis*, de deux *armées* se signaler par leur criminalité exceptionnelle ³. » Toutes les révolutions produisent un accroissement d'immoralité. Depuis la révolution de 1789 et celles qui l'ont suivie, le résultat a été visible en France. En Italie, non seulement les révolutions ont remué, comme il était iné-

¹ Voir sur ce point, M. G. Richard, *Année sociologique*, 1899.

² A Côme, nous l'avons vu, il n'y a que deux homicides par an pour 100 000 habitants ; à Agrigente, il y en a 50. Voir livre II.

³ *Criminalité comparée*, Paris, Alcan, 1895.

vitale, les éléments fangeux que contient toute société, mais l'unité italienne s'est réalisée en antagonisme direct avec la papauté et le catholicisme, c'est-à-dire avec les éducateurs moraux d'une nation où morale et religion avaient toujours été fondues ensemble; de là, dans la péninsule, cet amoindrissement simultané du sentiment religieux et du sentiment moral que nous avons constaté¹. Parmi les facteurs de la *delinquenza*, les statistiques officielles signalent entre autres : « l'affaiblissement du sens moral dans les populations » (*Atti della commissione per il riordinamento della statistica giudiziaria*). Elles reconnaissent aussi, comme une des sources de l'accroissement actuel de la criminalité, la *miscredenza*, l'incroyance. On a justement noté dans l'histoire du *risorgimento* deux courants parallèles : l'un conservateur et chrétien, qui eut surtout ses représentants dans le Nord : Silvio Pellico, Balbo, Manzoni, etc. ; l'autre anticatholique : Cavour, Garibaldi, Mazzini, Crispi, etc., et qui l'a finalement emporté. La « fibre du tempérament national », naguère si tendue, s'est bientôt relâchée, la disproportion entre les espérances conçues et les réalités auxquelles on avait abouti a contribué à produire la démoralisation. En Espagne et en France même, vous pourriez constater des résultats analogues, qui ne tiennent en rien à la latinité; nous l'avons vu, les facteurs les plus décisifs sont économiques. Avec la plupart des criminologistes, nous avons montré que, si la criminalité est plus grande en Italie, c'est que ce pays y rassemble en ce moment les délits ou crimes de la civilisation à l'euro-péenne, qui y a fait irruption, et ceux d'un état social plus arriéré.

Mais quelle est la nation, en Europe, qui pourrait jeter à l'Italie et à l'Espagne la première pierre? Par million d'habitants, il y a en Italie 45 suicides contre 392 en Saxe, 198 dans le Wurtemberg, 166 en Prusse; 2 444 vols contre 2 608 en Angleterre et dans le pays de Galles et 4 236 en Ecosse. Sur 1 000 naissances, l'Italie en compte 73 illégitimes, la Saxe 127, la Suède et le Danemark 101. En 1885, il y avait eu en Prusse 230 707 mariages et 3 902 divorces; en Italie, 233 931 mariages et 556 séparations. Si les

¹ Voir livre deuxième.

meurtres sont plus nombreux en Italie qu'ailleurs, nous en avons trouvé une des causes principales dans la fougue du tempérament et dans l'antique habitude de la vengeance, qui finit par être considérée comme un devoir.

Non seulement la criminalité a augmenté aussi en France, — on sait dans quelles proportions inquiétantes, — mais elle s'est accrue de même chez les peuples germaniques et anglo-saxons. En Hollande, les délits commis par les enfants au-dessous de seize ans ont doublé depuis vingt années. En Allemagne, d'après la statistique de l'Empire, de 1888 à 1893, le nombre des condamnés de tout âge s'est élevé de 21 pour 100, et celui des adolescents entre douze et dix-huit ans, de 32 pour 100. Tandis que l'accroissement de la population allemande était de 25 pour 100, celui du crime juvénile était de 50 pour 100. Quant aux Anglais, ils ont une catégorie de jeunes criminels que l'on essaye de corriger par la peine du fouet. Or, les jeunes Anglais *fouettés* après condamnation judiciaire, de 1868 à 1894, ont passé du chiffre de 385 par an à celui de 3 192¹. L'auteur de la plus récente statistique officielle anglaise (1896) après avoir constaté la bonne opinion qu'a le continent sur l'exception que ferait l'Angleterre à « l'accroissement de la criminalité des mineurs », exprime la crainte « que cette exclusion faite en faveur de l'Angleterre ne soit due à une fausse interprétation des statistiques pénitentiaires anglaises » ; puis, chiffres en main, il conclut à « une augmentation considérable. » Aux États-Unis, l'accroissement est plus inquiétant encore. Les diverses races n'ont donc pas lieu de se lancer l'anathème. Les conditions morales et économiques ont partout un rôle dominant ; le tempérament national et le climat ne déterminent guère que la forme générale des crimes, où prévaut tantôt la violence, tantôt la ruse. Au lieu de s'en prendre aux races, mieux vaut donc s'en prendre à l'état psychologique et social des peuples.

¹ Voir notre livre : *La France au point de vue moral*.

VII

LA CRISE SOCIALE ET POLITIQUE CHEZ LES NÉO-LATINS

A la crise morale, chez les Néo-Latins comme chez les Germains ou même les Anglo-Saxons, se joint la crise sociale. Si l'Italie et la France voient monter sans cesse le parti socialiste, elles restent cependant, sous ce rapport, bien loin de la germanique Allemagne, où M. Ferrero lui-même nous a montré le collectivisme s'élevant à la hauteur d'une église en même temps que d'une armée puissamment disciplinée et chaque jour plus nombreuse¹. La statistique allemande, comme la française, comme aussi l'italienne, constate une pléthore de médecins, d'avocats, d'ingénieurs, d'architectes, dont le nombre augmente d'année en année, et qui est hors de toute proportion avec le nombre des places disponibles. Le développement de l'enseignement supérieur ou même secondaire entraîne une somme énorme d'activités inoccupées, et ce prolétariat intellectuel, ouvert à toutes les utopies sociales, finit par constituer lui-même un véritable danger social.

En Italie comme en France, le régime parlementaire, emprunté aux Anglo-Saxons, a produit, par les abus qu'il entraîne, la montée et le règne des politiciens, leur action dissolvante sur les ministères esclaves de leurs votes et livrés à l'instabilité, leur ingérence continuelle dans l'administration et jusque dans la justice, dont ils faussent tous les ressorts, leur immixtion aux affaires d'argent les plus louches, leur influence démoralisatrice sur une presse sans frein et sans pudeur, assurée de l'impunité auprès des jurys populaires; enfin leur habitude de tourner au profit de leurs ambitions personnelles les tendances sociales du peuple, de fomenter les grèves et les discordes, de faire dévier les plus belles associations pour le travail et l'épargne en instruments de révolte contre la société entière. Il faut toute la sagesse italienne et française pour avoir résisté à une telle force de dissolution

¹ Voir livre cinquième.

et d'abaissement, et cela au milieu des difficultés économiques. Dira-t-on que le parlementarisme perd ses vertus quand on le transpose en sol latin? Nous ne voyons pas qu'il soit plus impeccable en Autriche ou même en Allemagne. Quant à la terre bénie des politiciens, n'est-ce pas précisément l'Amérique anglo-saxonne? La « corruption » n'existe-t-elle qu'en France ou en Italie? N'est-elle pas plus énorme encore aux États-Unis, où se font de plus en plus éhontés le trafic des votes et celui de la justice? Et voit-on que, sous le régime autocratique, les Slaves soient plus exempts de corruption que les Latins sous leur régime démocratique?

Considérez un politicien à succès et voyez son mépris pour ceux qui ne sont pas « dans le mouvement. » — « Croker et Platt, et Quay, et Hanne, et toute leur vulgaire espèce, grosse ou petite, voilà les Anglo-Saxons prospères, favorisés du Ciel; et tous ceux qui travaillent contre eux en faveur d'une politique honnête sont une race décadente; leur insuccès prouve qu'ils sont *condamnés!* » — Ainsi parle, avec une amère ironie, un Américain de bon sens.

VIII

LATINS ET ANGLO-SAXONS EN AMÉRIQUE

Il n'est pas aussi sage que le croient MM. Ferrero et Sergi d'exciter les nations latines à la servile imitation des anglo-saxonnes et des germaniques. S'il est incontestable que, eu égard au nombre moindre de leurs habitants et à l'état de leur industrie ou de leur commerce, les nations du Midi ne peuvent étendre leurs conquêtes et leur trafic à l'égal des nations du Nord et de l'Ouest, c'est une raison de plus pour qu'elles n'abandonnent ni leur culture latine ni leur génie dans les arts. C'est là que l'Italie pourra dire : *Je ferai par moi-même*, et surtout : *Je serai moi-même*. Et la France aussi *farà dà se*.

Un Anglais qui a longtemps vécu en France, qui connaît à fond notre pays, qui lui a consacré deux gros volumes nourris de faits, qui enfin ne lui refuse ni son estime ni sa sympathie, M. Bodley disait récemment aux

Français : « C'est en cultivant votre génie national, formé par vos aïeux, que vous maintiendrez la grandeur de votre race ; ce n'est pas en le transformant selon les ordonnances de vos empiriques anglomanes. D'ailleurs, l'imitation n'est-elle pas un signe d'infériorité¹ ? »

Quand on propose aux Espagnols comme modèles les Anglo-Saxons, ils demandent si, à leur école, ils n'apprendraient pas « l'acquisivité » et « l'instinct d'appropriation » plutôt que « la loyauté et l'humanité. »

Si nous suivons jusqu'en Amérique les Anglo-Saxons, il est incontestable que cette race ou cette nationalité y a eu le principal honneur. Elle a fourni, avec les institutions essentielles, le premier fonds psychologique et moral du caractère américain. Il n'en est pas moins vrai que, de plus en plus, l'Américain se fait multiple et multicolore selon le pays, la race, la religion, alors même qu'il s'attribue le titre honorifique d'Anglo-Saxon. Dès lors, ce titre n'a plus aucune valeur scientifique ni historique. Les Etats-Unis, qui comptaient 4 millions d'âmes en 1790 et en ont aujourd'hui plus de 70, sont composés d'États ayant chacun sa physionomie propre et ses centres d'activité ; l'immigration amène par mois 50 000 habitants, dont les meilleurs arrivent d'Angleterre, de France, de Scandinavie et d'Allemagne, les plus dangereux de Russie, d'Italie, de Pologne et de Hongrie. 60 pour 100 des immigrants de ces derniers pays ne savent pas lire. Dans la population entière des États-Unis, il y a 29 pour 100 d'habitants d'origine étrangère. En mettant de côté les criminels noirs, les prisons pénitentiaires offrent, parmi 100 prisonniers, 51 d'origine étrangère ; les maisons d'assistance, 60 pour 100. Les Chinois sont nombreux, malgré les lois restrictives. Dans de telles conditions, il se produit nécessairement aux Etats-Unis le plus singulier mélange de races, qui donne aux caractères quelque chose d'instable, empêche toute définition générale, toute qualification commune. Ajoutez que, en 1890, la population de couleur, dans les Etats-Unis, était de 20 pour 100. Le gouvernement américain a prohibé l'importation d'esclaves, puis

¹ Discours au Congrès d'économie sociale.

² Voir le beau livre de M. Boutmy : *Éléments d'une psychologie politique du Peuple américain*, cours 1902.

encouragé l'immigration des blancs à tel point que la proportion des gens de couleur est tombée à 15 pour 100. Malgré cela, elle s'accroît d'une manière très inquiétante dans les États du Sud. Dans les anciens États à esclaves, les nègres seront deux pour un, vers 1920. Si, par divers amendements à la constitution fédérale, les noirs ont gagné l'égalité politique, ils sont loin de l'égalité sociale. Les mariages mixtes sont prohibés par la loi. Une barrière morale sépare toujours les deux races. Dans beaucoup de stations de chemin de fer, le voyageur ne lit-il pas : salle d'attente pour les blancs, salle d'attente pour les gens de couleur ? Au fond, les blancs conservent le sentiment du danger que court la race blanche en s'absorbant dans une race inférieure ; mais ils poussent ce sentiment jusqu'à l'injustice et à la cruauté.

Les États-Unis ont refoulé les noirs avec une dureté qui n'avait rien à envier aux Espagnols, et ils continuent de se montrer hostiles. A chaque instant, les noirs subissent la loi de Lynch. On en a vu souvent, qui avaient poursuivi des femmes blanches, saisis par la foule, enduits de goudron, allumés comme des candélabres. Les journaux font le silence sur ces scènes, la statistique n'enregistre qu'une partie de ces exécutions ; elle n'en a pas moins noté 1 100 pendant les sept dernières années. Cette façon de maintenir en respect la criminalité des noirs par un mode de justice qui est lui-même criminel montre que les Anglo-Saxons et les Espagnols sont souvent équivalents pour la barbarie.

Quand on oppose l'Amérique colonisée par les Espagnols à l'Amérique colonisée par les Anglo-Saxons, on met sur le compte des Latins ce qui est le fait des nègres et des rouges, témoin M. Le Bon qui nous donne en spectacle « la décadence des races latines » dans l'Amérique du Sud, alors que les races de beaucoup dominantes et absorbantes sont l'indienne et la noire. En outre, dans les républiques hispano-américaines, les conditions climatologiques et économiques sont dix fois pires que dans le Nord. M. Child, dans un livre célèbre, reproche à ces républiques d'être sous la férule de présidents qui exercent une autocratie non moins absolue que le tsar de toutes les Russies, plus absolue même, en ce qu'ils sont à l'abri de toutes les

importunités et de l'influence de la censure européenne. « Le personnel administratif est uniquement composé de leurs créatures ; les citoyens votent comme bon leur semble, mais il n'est tenu aucun compte de leurs suffrages. » Chaque république, le plus souvent, « n'est une république que de nom ; en réalité, c'est une oligarchie de gens qui font de la politique un commerce. » A propos de l'une des moins dégradées parmi ces républiques, M. Child dit : « Au point de vue commercial, on reste confondu par l'immoralité qui s'affiche partout. » Mais faut-il accuser ici les races néo-latines ? S'il est vrai que la mère-patrie espagnole est elle-même difficilement gouvernable, comment des colonies mêlées d'éléments si disparates, la plupart nègres ou indiens, et sous un climat si défavorable, ne manifesteraient-elles pas le même pseudo-individualisme, trop voisin de l'anarchie ?

Les républiques sud-américaines n'en ont pas moins leurs apologistes. Selon eux, si les Etats-Unis n'ont pas de révolutions, c'est parce que, depuis le commencement de leur vie politique, ils furent entraînés dans une véritable tourmente d'affaires matérielles. Les Américains du Sud excusent leur régime de bouleversements en prétendant qu'ils en sont où l'Europe elle-même était jadis en sa période de révolutions et de guerres ; ils déclarent que, si les luttes européennes n'ont pas pris plus souvent la forme des guerres civiles et sociales, c'est parce qu'on était maintenu dans l'union par la crainte de l'étranger et sans cesse occupé aux querelles internationales. Aujourd'hui encore, les Européens ne sont-ils pas tous sous les armes, dépensant en vue des exterminations futures le meilleur de leurs ressources ? Ne versent-ils pas, en somme, plus de sang, et ne prodiguent-ils pas plus d'argent en ces luttes insensées que les républiques américaines dans leurs révolutions intérieures, phénomènes de surface, auxquels la généralité du pays reste dans le fond indifférente ? — Il est certain qu'il y a du vrai dans ces reproches qu'on nous adresse ; ce qui n'empêche pas la vérité des reproches adressés par l'Europe aux Américains du Sud et même du Nord. Si donc on parcourt les divers pays d'Europe et d'Amérique, on trouve partout un inextricable mélange de bien et de mal, où la latinité n'a rien à voir, où il est bien difficile de discer-

ner la décadence sociale de l'état d'enfance ou de simple croissance.

IX

INCERTITUDE DE L'AVENIR

En résumé, nous n'avons pu trouver rien de vraiment scientifique dans les théories qui soutiennent l'infériorité native ou la dégénérescence des soi-disant Néo-Latins. Ces théories ne sont qu'une des innombrables transformations du culte secret de l'humanité pour la force et le succès. Achab étendit des mains violentes sur la vigne de Naboth ; cette glorieuse expansion était-elle une preuve de nature supérieure ? Achab aurait-il pu se justifier en disant à Naboth que la perte de ses possessions prouvait qu'il était « condamné » ? Les coryphées de la gloire anglo-saxonne, au fond, cèdent à un sentiment d'utilitarisme plus ou moins déguisé, à l'admiration pour « l'industrialisme, » pour le « commercialisme » et, à parler net, pour l'argent. Sous le nom de « volonté », semblablement, les flatteurs de l'Angleterre, de l'Amérique et de l'Allemagne n'adorent-ils point trop souvent la force individuelle, la force qui prime le droit, chez les individus comme chez les peuples, qu'elle soit « anglo-saxonne » ou « germanique ? » Ils répètent aux jeunes gens : « Soyez pratiques ! soyez énergiques ! » Traduction trop fréquente : « Soyez brutaux ! Enrichissez-vous par tous les moyens. Le succès justifie tout. »

Parmi les prétendus Néo-Latins, nous l'avons reconnu, les Français sont ceux qui s'accusent le plus volontiers eux-mêmes. Il y a partout des « fanfarons de vertu », et aussi des « fanfarons de vice » ; les premiers sont les hypocrites, et ce n'est pas en France ni chez les Néo-Latins qu'ils sont le plus nombreux ; peut-être trouverait-on outre-Manche et même outre-Rhin plus de fanfarons de vertu que sur les bords de la Méditerranée. En revanche, les fanfarons de vice abondent parmi nous et y font une étrange ostentation de « décadentisme », dont nos voisins, sur la roue de la fortune, profitent pour s'écrier : *Habemus confitentem reum!* Les Italiens, aujourd'hui, se mettent à faire montre comme nous de vices

néo-latins. Ne faisons pas le jeu de nos concurrents et de nos rivaux. A l'étranger, ceux qui parlent tant de la décadence des nations latines sont tout simplement ceux qui sont en rivalité avec elles et qui ne demanderaient pas mieux que de recueillir leur héritage. Mettons-nous en garde contre le découragement qu'ils voudraient nous inspirer. Le pessimisme, par ses effets d'auto-suggestion déprimante, est comme la jalousie dont parle Othello : le monstre aux yeux verts qui fabrique lui-même le poison dont il se nourrit.

Ce sont les conditions économiques qui, dans notre siècle, ont nui le plus aux pays dits néo-latins, mais, par les progrès de la science, dont les résultats s'étendent toujours d'une nation à l'autre, les conditions industrielles, agricoles, commerciales, iront partout s'améliorant, et la solidarité des peuples en sera fortifiée. Ne mesurons donc pas tout au degré de puissance présente, n'estimons pas uniquement les peuples d'après les succès matériels.

Quant à nous, Français, la plupart des maux qu'on attribue aujourd'hui à notre « latinité » viennent d'un régime démocratique encore mal conçu, amorphe, inorganisé. Récemment, dans la jeune et confiante Amérique, quelques professeurs ont cru devoir donner comme sujet à leurs élèves : « Pourquoi la France et les nations néo-latines sont-elles en décadence ? » Mais d'autres professeurs, également en Amérique, font volontiers appel aux écrivains français pour leur demander des conférences et des leçons. S'il s'agit d'un concours pour une nouvelle université à construire, par exemple à San Francisco (où l'on disposait d'une somme de quarante millions), le jury international met au premier rang quatorze concurrents, dont neuf français, les autres de diverses nationalités, mais tous élèves de notre Ecole des Beaux-Arts ; puis, parmi ces quatorze, le jury finit par donner le prix à un Français. Dans combien d'autres branches les concours ne nous seraient-ils pas favorables ! Que les admirateurs exclusifs des Anglo-Saxons cessent de condamner les autres peuples à l'infériorité et à la décadence : chacun de ces peuples a sa valeur, ses mérites, son rôle utile dans le présent, ses espérances pour l'avenir.

Étaient-ils de race saxonne, les Italiens de Gênes et de

Venise, si puissants jadis par la banque (invention italienne qui a merveilleusement fleuri en terre anglo-saxonne), par la lettre de change, par la généralisation du crédit, que les Anglais d'alors ne connaissaient guère? Étaient-ils de race saxonne, les Portugais qui doublaient le cap de Bonne-Espérance et couvraient de leurs comptoirs les Indes aujourd'hui anglaises? On a rappelé à ce sujet, pour montrer les vicissitudes de l'histoire, que Malacca était alors le Singapore des Néo-Latins; on a cité les portes monumentales de la ville, surtout le cimetière grandiose construit par les conquérants pour couvrir toute une colline avec une muraille de quatre mètres de haut entourant un quadrilatère de cinq cents mètres de côté, et dont le temps n'a pu ébranler la solidité, digne des anciens Latins. Dans ce cimetière, taillé pour servir d'abri pendant mille ans aux restes de cinquante générations, un voyageur a fait observer que, sur la première ligne des tombes et sur une partie de la seconde, on lit les noms des grands navigateurs portugais : Gama, Mascarenhas, Pinto, da Silva, etc.; puis, tout d'un coup, sans changement dans la couleur ni la forme des pierres, les noms portugais font place aux hollandais; mais la ligne de leurs tombes s'arrête à son tour et l'on voit commencer la série des Robinson esquire, Gordon esquire, Smith, et autres enfants de cette Albion qui, aujourd'hui, se croit en possession définitive de la suprématie terrestre! N'a-t-on pas eu raison de voir dans ce cimetière une « sévère leçon d'histoire¹? »

Avant l'Angleterre, l'Espagne s'était vantée, elle aussi, de ne pas voir le soleil se coucher sur ses royaumes; la France elle-même, qu'on prétend inhabile à la colonisation, avait des possessions bien plus vastes que n'en avait la Grande-Bretagne; c'est avec les dépouilles de la France, de l'Espagne, de la Hollande, que les Anglais ont fini par former leur immense empire colonial. Nous l'avons déjà remarqué, la grandeur exagérée de leurs possessions actuelles peut rendre un jour difficile de maintenir une si disparate accumulation de territoires à l'abri des désordres intérieurs et des convoitises du dehors; la sécurité des mers, nécessaire à l'Angleterre, peut être compromise même par

¹ G. de Contenson, *Revue politique et parlementaire*, 1898, p. 476.

des marines moins fortes que la sienne. En un mot, l'avenir est incertain pour les Anglo-Saxons comme pour les Néo-Latins; aucun ne peut se flatter d'être dépositaire ni de la vertu ni de la puissance perpétuelle. « Il y a place pour tous, disait Spinoza, dans la maison du Seigneur »; il y a place aussi pour tous les peuples dans les destinées de la grande famille humaine, et aucun n'est, par nature ou par race, voué à la décadence. De plus, nous l'avons montré tout le long de ce volume, c'est une loi de l'histoire que les facteurs scientifiques et sociaux, conséquemment, intellectuels ou moraux l'emportent de plus en plus, avec le progrès des civilisations modernes, sur les facteurs ethniques, géographiques et de climat. Le mouvement vertigineux des sciences et des découvertes industrielles transforme de plus en plus rapidement les conditions de la vie sociale et du travail, ainsi que les rapports mutuels des diverses classes. Nul peuple ne peut plus se flatter d'une éternelle prééminence; nul ne peut non plus être condamné à une déchéance irrémédiable, chacun profitant, par la solidarité universelle, des découvertes et expériences d'autrui. Cette loi de solidarité dans le milieu social l'emporte de plus en plus sur les conditions d'originalité propre dues au tempérament de la race et au milieu physique. L'avenir n'est pas aux Anglo-Saxons, aux Germains, aux Grecs ou aux Latins; il est aux plus savants, aux plus industriels et aux plus moraux.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE. — Possibilité et difficulté d'une psychologie des peuples	1
INTRODUCTION. — Bases de la psychologie des peuples	IX
I. Le vouloir-vivre collectif et les caractères nationaux	IX
II. Éléments ethniques des caractères nationaux	IX
III. Éléments sociologiques des caractères nationaux. Leur importance croissante	XVIII

LIVRE I. — LE PEUPLE GREC

CHAPITRE PREMIER. — La Grèce antique	1
I. La Grèce au point de vue des races et du climat	1
II. Le caractère grec	12
III. La religion grecque	16
IV. La philosophie et la science grecques	23
V. Défauts sociaux des Grecs	28
CHAPITRE II. — Les Grecs modernes	34

LIVRE II. — LE CARACTÈRE ITALIEN

CHAPITRE PREMIER. — Le peuple romain	47
I. Races, tempérament et caractère des Latins	47
II. Les influences sociologiques chez les Romains	53
III. La religion romaine	60
CHAPITRE II. — Le caractère italien	64
I. Influence des invasions barbares et du catholicisme	64
II. Influence de la Renaissance sur le caractère italien	74
III. Tempérament et caractère italien	80
IV. Tendances psychologiques de la nation italienne	98

V.	Les sciences, la philosophie, la morale, la science sociale en Italie	102
VI.	La crise morale en Italie	105
VII.	La crise économique en Italie et son influence	111
VIII.	La crise sociale en Italie	121
IX.	La criminalité et le caractère italien	124
X.	Les ressources et l'avenir du peuple italien.	131

LIVRE III. — LE PEUPLE ESPAGNOL

I.	Le caractère espagnol	139
II.	La religion espagnole	151
III.	Langue, littérature, art et philosophie en Espagne	155
IV.	La dégénérescence du caractère espagnol et ses causes.	158
V.	Etat moral et social de l'Espagne	167
VI.	Le génie espagnol en Amérique; influence de la race, du climat et des conditions sociales.	177
VII.	Avenir possible de l'Espagne	181

LIVRE IV. — LE PEUPLE ANGLAIS

I.	Les races, le climat	191
II.	Le caractère anglais	197
III.	L'individualisme anglais et les institutions sociales.	208
IV.	La littérature anglaise	216
V.	La philosophie anglaise	221
VI.	Transformations de l'esprit anglais et des institutions anglaises	224

LIVRE V. — LE PEUPLE ALLEMAND

CHAPITRE PREMIER. — Le peuple allemand et la vie idéale	245	
I.	Races et climats. Les anciens Germains.	246
II.	Le caractère germanique	254
III.	L'esprit allemand et la langue allemande	264
IV.	L'esprit allemand et la religion	265
V.	L'esprit allemand et la poésie	270
VI.	L'esprit allemand et la philosophie.	274
VII.	L'esprit allemand et l'histoire	279
VIII.	L'esprit allemand et la philosophie du droit.	286
IX.	Le caractère allemand et l'histoire d'Allemagne.	293
X.	L'esprit allemand et la théorie des grands hommes	310
CHAPITRE II. — Le peuple allemand et la vie réelle	316	
I.	L'esprit allemand et le développement de l'industrie scientifique	317

II. Le mouvement de la population et l'accroissement des villes en Allemagne	328
III. L'esprit allemand et l'instruction publique	331
IV. Militarisme, capitalisme et socialisme	357
APPENDICE. — Autriche, Suisse, Hollande, Belgique et Pays scandinaves	
I. L'Autriche et la lutte des nationalités	377
II. La Suisse	386
III. Hollande	389
IV. Belgique	390
V. Pays scandinaves	392

LIVRE VI. — LE PEUPLE RUSSE

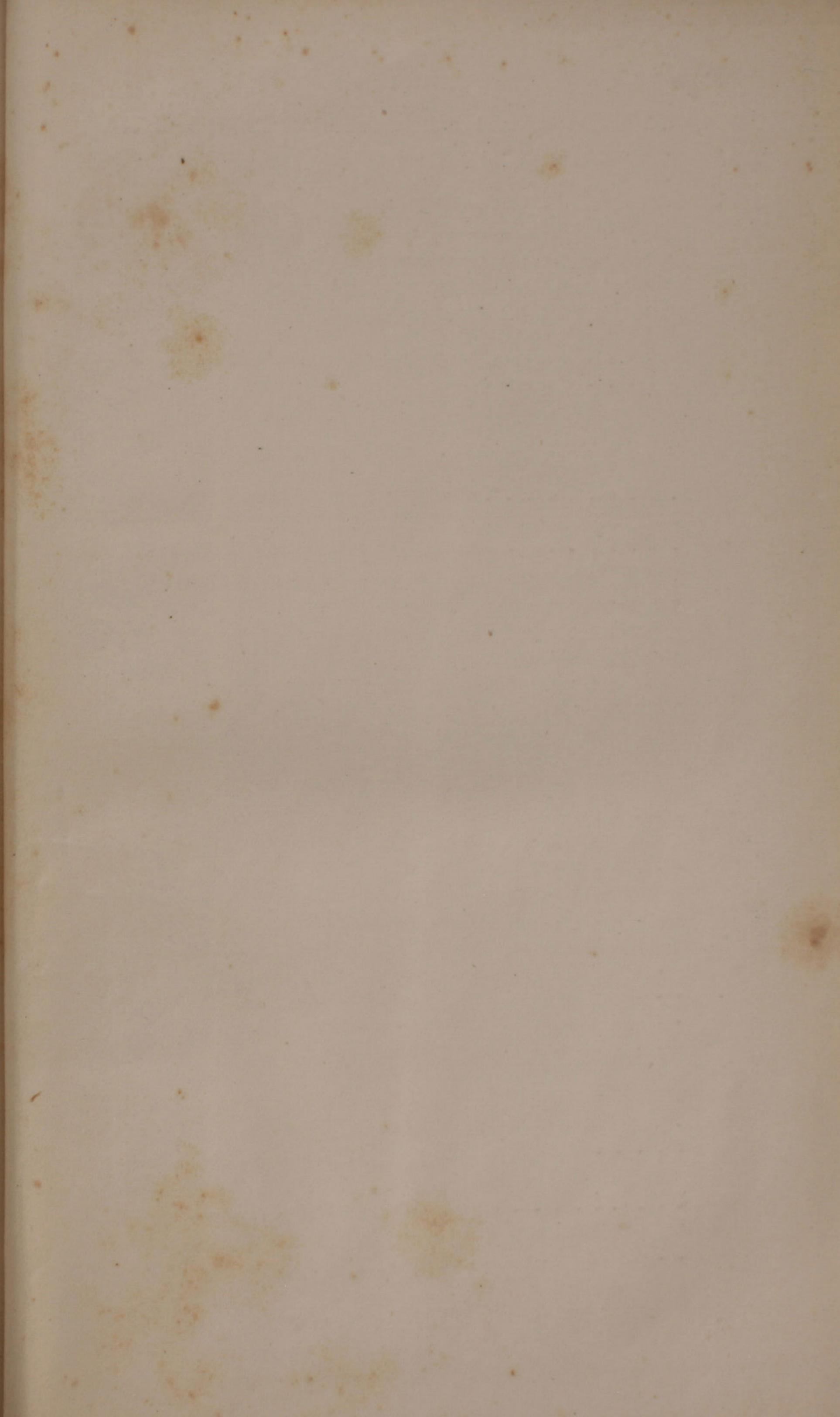
I. Le climat et les races en Russie	396
II. Caractère primitif des principales races composantes	400
III. Caractère actuel des Russes	409
IV. Variétés du caractère russe; grands-russes et petits-russiens	417
V. Le caractère russe et la religion	420
VI. L'esprit slave et la littérature	428
VII. Etat social de la Russie actuelle	431
VIII. L'avenir de la Russie	440

LIVRE VII. — ESQUISSE SOCIOLOGIQUE DU PEUPLE FRANÇAIS

I. La sociabilité en France	455
II. La loi sociale de l'imitation et celle de l'invention chez le peuple français	469
III. Les lois sociales de compétition et de coopération chez le peuple français	472
IV. Les formes sociales en France : volume, densité, mobilité, diversité et unité	474
V. Les fins sociales en France : la liberté, l'égalité	477
VI. L'esprit de fraternité en France, l'idée de solidarité	484
VII. L'esprit social et la littérature	489
VIII. L'esprit social et la science	494
IX. L'esprit social et la religion	496
X. L'esprit social dans la philosophie et la sociologie	501
XI. Rôle et avenir de l'esprit social en France	505

CONCLUSION. — Néo-Latins et Anglo-Saxons	515
I. La prétendue dégénérescence physique des Néo-Latins	516
II. Le prétendu type psychologique des Néo-Latins	522

III.	L'intelligence et la volonté dans l'évolution des peuples	524
IV.	Les races latines et germaniques au point de vue de la religion	530
V.	Tendances sociales et politiques des Néo-Latins	531
VI.	La criminalité chez les Néo-Latins et les Anglo-Saxons	535
VII.	La crise sociale et politique chez les Néo-Latins	538
VIII.	Latins et Anglo-Saxons en Amérique.	539
IX.	Incertitude de l'avenir	543



CC
C. J. B.
meto

